



**POURSUIVI POUR USURPATION DE FONCTION,
FAUX, USAGE DE FAUX EN ECRITURE
PRIVEE ET DENONCIATION**

MOUSTAPHA NDIAYE DEVANT LE PROCUREUR

**👉 Samuel SARR n'a
jamais été interdit de
sortir du territoire.
Pourquoi devrait-il
l'être d'ailleurs ?**

Malgré les mises en garde de certains administrateurs de West African Energy (WAE), Moustapha Ndiaye continue à se prévaloir de sa qualité de Président du conseil d'administration. Et pourtant, son mandat n'a pas été renouvelé par le conseil d'administration qui s'est régulièrement tenu le 03 février 2024 au siège de la société sur la convocation de trois (3) administrateurs à savoir : Sahel Investment, Afrinvest et Senelec. Il vient d'être esté en justice par l'Administrateur de la société Samuel SARR qui a saisi le procureur de la République. Cette affaire pourrait déboucher sur le dossier scandaleux des exonérations au niveau de la douane.

TRANSPARENCE DES ÉLECTIONS



**L'OPPOSITION DANS
LA RUE CE 27
SEPTEMBRE 2024**

La dette publique « étouffe » les pays africains et entrave leur réponse au VIH sida (ONUSIDA)

Les niveaux d'endettement élevés réduisent considérablement les investissements publics dans les services de santé et la lutte contre le VIH en Afrique subsaharienne, qui sont en situation de « sous-financement chronique », averti jeudi dans un nouveau rapport de l'ONUSIDA, relevant que la crise de la dette met en péril les progrès déjà accomplis dans la lutte contre le sida.

Selon cette agence des Nations Unies, la hausse de la dette publique « étouffe » les pays africains et leur laisse « peu de marge de manœuvre budgétaire » pour financer les services de santé et de lutte contre le VIH.

Le rapport, publié à l'approche de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, montre que la combinaison des paiements croissants de la dette publique et des réductions de dépenses prévues dans les accords du Fonds monétaire international (FMI) au cours des trois à cinq prochaines années laissera les pays dangereusement dépourvus de ressources pour financer leurs ripostes au VIH si rien n'est fait.

« Lorsque les pays ne peuvent pas répondre efficacement aux besoins de santé de leur population en raison du remboursement de leur dette, la sécurité sanitaire mondiale est mise en péril », a déclaré dans un communiqué, Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA.

Le service de la dette dépasse désormais 50 % des recettes de plusieurs pays

Le service de la dette dépasse désormais 50 % des recettes publiques en Angola, au Kenya, au Malawi, au Rwanda, en Ouganda et en Zambie. Même après les mesures d'allègement de la dette, un pays comme la Zambie consacrerait encore les deux tiers de son budget au service de la dette entre 2024 et 2026.

Dans ces conditions, les dépenses consacrées à la lutte contre le VIH ont diminué depuis 2017 en Afrique de l'Ouest et du Centre, passant de 0,3 % du PIB en 2017 à seulement 0,12 % en 2022.

La publication de ce document intervient alors que l'Afrique subsaharienne compte le plus grand nombre de personnes vivant avec le VIH, avec plus de 25,9 millions de personnes sur les 39,9 millions vivant avec le VIH dans le monde. Le succès de la région, qui a réduit les nouvelles infections par le VIH de 56 % depuis 2010, « ne sera pas maintenu si la marge de manœuvre budgétaire est limitée ».

« La dette publique doit être réduite de toute urgence et la mobilisation des ressources nationales doit être renforcée afin de disposer de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour financer pleinement la riposte mondiale au VIH et mettre fin au sida », a insisté Mme Byanyima.



Déficit de financement de plus de 30 % pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale

L'Afrique de l'Ouest et du Centre devra ainsi mobiliser 4,18 milliards de dollars pour financer entièrement

la riposte au VIH en 2024. Ce montant atteindra 7,9 milliards de dollars d'ici à 2030 si les efforts ne sont pas intensifiés dès aujourd'hui pour mettre un terme aux nouvelles infections par le VIH.

Alors que 20,8 milliards de dollars étaient disponibles pour la riposte au

VIH en 2022 dans les pays à revenu faible et intermédiaire grâce à des sources nationales et internationales, ces fonds n'étaient pas suffisants pour financer la riposte au VIH de manière adéquate. L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, par exemple, présentaient un déficit de financement de 32 % en 2022.

Rien qu'en 2024, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe devront mobiliser près de 12 milliards de dollars pour financer entièrement la riposte au VIH. Ce montant atteindra environ 17 milliards de dollars d'ici à 2030 si les nouvelles infections par le VIH ne sont pas réduites.

Le fardeau de la dette risque de faire dérailler les progrès dans la lutte contre le VIH

Pour permettre une plus grande

mobilisation des ressources nationales afin que les pays puissent répondre efficacement à leurs pandémies, les pays d'Afrique subsaharienne devront renforcer leurs systèmes fiscaux, notamment en supprimant les exonérations fiscales qui coûtent actuellement aux pays une perte de revenus de 2,6 % du PIB en moyenne dans l'ensemble de la région.

Les donateurs doivent également accroître leur aide financière à la santé et à la lutte contre le VIH d'ici à 2030, tandis que les créanciers devraient proposer un allègement de la dette aux pays lourdement endettés pour alléger le fardeau.

« Les dirigeants du monde ne peuvent pas laisser une pénurie de ressources faire dérailler les progrès mondiaux visant à mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030 », a fait valoir Mme Byanyima.

EXPLOSIONS AU LIBAN

Le Hezbollah admet avoir reçu « un coup sans précédent » et promet une riposte « terrible »

Le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah a reconnu jeudi 19 septembre que sa formation avait reçu « un coup sévère et sans précédent dans l'histoire du Liban », avec les explosions meurtrières des appareils de transmission du groupe. En accusant Israël d'avoir « franchi toutes les lignes rouges », le chef du groupe chiite libanais et allié du Hamas palestinien a averti que sa riposte serait « terrible ».

Alors qu'il prononçait son discours, retransmis en direct, l'aviation israélienne a survolé Beyrouth à basse altitude, franchissant le mur du son, selon des correspondants de l'AFP et l'agence de presse officielle libanaise Ani. « L'ennemi voulait tuer pas moins de 5 000 personnes » en faisant exploser mardi et mercredi les bipeurs et les talkie-walkies aux mains des membres de sa formation, a-t-il dit.

Au moins 37 personnes sont mortes et 3 000 autres blessées, lorsque des centaines de bipeurs et talkies-walkies utilisés par le Hezbollah, soutenu par l'Iran et allié du Hamas palestinien, ont explosé à travers le Liban. Le chef du mouvement chiite a annoncé l'ouverture d'une enquête interne sur l'événement.

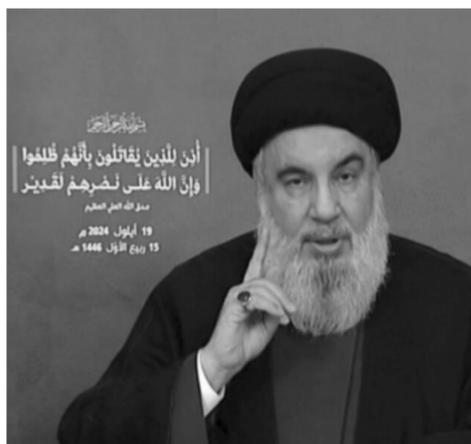
Pour le dirigeant du Hezbollah, Israël voulait provoquer un divorce entre le Hezbollah et sa base populaire en raison des lourdes pertes subies, relate notre correspondant à Beyrouth, Paul Khalifeh. La réaction des blessés, de leurs familles et des partisans du Hezbollah après les attaques de mardi et mercredi a montré leur « attachement à la résistance » et leur détermination à poursuivre le combat malgré les « sacrifices » consentis, a-t-il souligné.

Aussi, l'État hébreu a voulu affaiblir les structures dirigeantes du Hezbollah. Hassan Nasrallah a assuré que « la chaîne de commandement et de contrôle demeure intacte, solide et plus soudée que jamais ».

« Terrible châtement »

Hassan Nasrallah a accusé Israël d'avoir « franchi toutes les lignes rouges ». Il a prévenu qu'Israël allait recevoir « un terrible châtement et une juste rétribution, là où il s'y attend et là où il ne s'y attend pas ». Mais le chef du Hezbollah a assuré qu'il ne donnerait aucun détail sur « le timing, le lieu ou la nature » de la riposte que prépare sa formation.

Hassan Nasrallah a affirmé que le Hezbollah avait ouvert une enquête interne sur ces explosions qu'Is-



raël n'a pas revendiquées. Il a par ailleurs assuré que son mouvement continuerait à attaquer Israël depuis le Liban pour soutenir le Hamas palestinien, « jusqu'à la fin de l'agression à Gaza ».

Israël n'a pas commenté cette attaque survenue juste après qu'il a annoncé étendre ses objectifs de guerre à Gaza contre le Hamas palestinien jusqu'à la frontière avec le Liban. Cela pour permettre le retour chez eux des habitants du nord du pays, déplacés par les affrontements transfrontaliers, quasi-quotidiens depuis octobre entre le Hezbollah et l'armée israélienne.

Hassan Nasrallah a immédiatement réagit à cette volonté. Mettant au défi Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense Yoav Gallant, il a affirmé qu'ils ne pourraient « pas ramener » chez eux les habitants du nord d'Israël déplacés par les affrontements transfrontaliers : « le seul moyen (de le faire) est d'arrêter la guerre à Gaza ».

Après toutes ces blessures, toutes ces douleurs, je dis clairement que quels que soient les sacrifices, quelles que soient les conséquences, les possibilités ou l'horizon vers lequel la région se dirige, la résistance au Liban ne cessera pas de soutenir et d'appuyer les habitants de Gaza.

Accusations et mise en garde

« Nous menons nos tâches simultanément » dans le nord et le sud, a souligné Yoav Gallant, en référence à Gaza, et « notre tâche est claire : assurer le retour des habitants du nord sains et saufs chez eux. »

Selon un responsable libanais de la sécurité, « les appareils [de transmission du Hezbollah] étaient pré-programmés pour exploser et contenaient des maté-

riaux explosifs ». Le chef de la diplomatie libanaise, Abdallah Bou Habib, a annoncé le dépôt d'une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU suite à « l'agression cyberterroriste israélienne qui constitue un crime de guerre. »

Une enquête préliminaire des autorités libanaises montre que les appareils de communications qui ont explosé cette semaine ont été piégés avant d'entrer dans le pays, selon une lettre de la mission libanaise à l'ONU vue jeudi par l'AFP. « L'enquête préliminaire montre que les appareils pris pour cible ont été piégés de façon professionnelle [...] avant d'arriver au Liban et leur explosion a été provoquée par l'envoi d'emails vers l'appareil », selon le texte envoyé au Conseil de sécurité à la veille d'une réunion sur le sujet.

La Turquie a accusé « Israël d'étendre la guerre au Liban », l'ONU et Washington ont mis en garde contre une « escalade » tandis que Londres a exprimé sa « profonde préoccupation » face à la « montée des tensions ». Les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique d'Iran, ont promis « une réponse écrasante du front de la résistance », qui regroupe des formations armées de la région hostiles à Israël.

L'appel de la France et des États-Unis à la désescalade

Le président américain Joe Biden pense néanmoins « faisable » une résolution diplomatique du conflit entre Israël et le Hezbollah et c'est « la meilleure option », a déclaré la porte-parole de la Maison Blanche.

Les chefs de la diplomatie française et américaine ont appelé depuis Paris l'ensemble des parties « à la désescalade au Proche-Orient », se disant « très préoccupés » alors que les attaques visant le Hezbollah au Liban et attribuées à Israël exacerbent les craintes d'une guerre totale dans la région.

« Nous sommes coordonnés pour passer les messages de désescalade », a déclaré Stéphane Séjourné. « Nous ne voulons voir aucune escalade de la part d'aucune partie qui rende la situation encore plus difficile », a souligné de son côté son homologue américain Antony Blinken.

Ils ont insisté sur la nécessité de trouver une solution diplomatique à la guerre larvée à la frontière israélo-libanaise. « Il y a un vrai problème qui doit être résolu en ce qui concerne le nord d'Israël et le sud du Liban », a ainsi réagi le secrétaire d'État américain tandis que son homologue français a estimé que « le Liban ne se remettrait pas d'une guerre totale. » **RFI**

En Côte d'Ivoire, la mondialisation par le poisson

Reportage · Dotée d'une large façade maritime et de plusieurs fleuves, la Côte d'Ivoire importe pourtant massivement des poissons congelés. À tel point qu'il est désormais difficile de se procurer certaines espèces locales.

En cette matinée d'août, au port de pêche d'Abidjan, le commerce bat son plein. Les charrettes en bois claquent, et les camions manœuvrent difficilement pour éviter la foule. Au centre des affaires, le poisson, la première source de protéines animales consommées par les Ivoiriens. Une grande halle à l'équipement rudimentaire voit débarquer chaque jour des spécimens locaux encore frais, vendus en gros et au détail. À proximité de l'édifice, une myriade de chambres froides entoure les mareyeurs. On échange ici des cartons desquels se dégage une fumée blanche, celle de la congélation qui rencontre l'air chaud. Grâce à ce conditionnement standardisé, les volumes de poisson sont décuplés. Chacune des palettes contient cinquante cartons de 10 kg. Mises bout à bout, les informations sur ces boîtes marrons esquissent une carte du monde : provenance Afrique, Asie et Amérique du Sud pour la plupart.

La demande nationale de poisson est sept fois plus importante que ce que le pays est capable de produire. D'après le ministère des Ressources animales et halieutiques, les besoins annuels des Ivoiriens frôlent les 700 000 tonnes de poisson lorsque l'ensemble de la filière nationale peine à atteindre les 100 000 tonnes. Selon la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Côte d'Ivoire achète chaque année pour 675 millions d'euros de poisson sur les marchés internationaux.

La Côte d'Ivoire connaît ce déficit entre besoins et capacités de production sur d'autres segments de son économie. La faible structuration de nombreuses filières est en fait le résultat du pari agricole ivoirien à l'œuvre depuis l'indépendance. Le pays se fonde sur des monocultures souvent qualifiées de rente, à l'image du cacao, dont il est le leader mondial et qui contribue à hauteur d'environ 15 % de son PIB.

PRODUCTIONS ET EXPORTATIONS EUROPEENNES

À ces chiffres s'ajoutent pourtant un paradoxe : le secteur de la pêche locale emploie plusieurs centaines de milliers de personnes, et la Côte d'Ivoire est le deuxième exportateur mondial de thon, derrière le Japon. Comment expliquer alors que l'économie ivoirienne de la pêche n'a représenté que 0,5 % du PIB en 2023 ?

D'abord, 72 % du secteur est dominé par des activités artisanales, selon le ministère ivoirien de l'Économie. Cette pêche est principalement produite par des équipages ghanéens implantés tout le long du littoral de Côte d'Ivoire et qui sillonnent sans relâche les eaux de la sous-région. Très

majoritairement débarqué puis vendu en Côte d'Ivoire, le fruit de leur travail permet de répondre à la demande côtière. Il s'exporte en revanche plus rarement dans des localités éloignées et dans les pays voisins. Quant aux fameux thoniers qui pratiquent légalement une pêche industrielle, ils sont en fait européens. Depuis 2008, l'Union européenne jouit d'un accord reconductible tous les six ans qui permet à une trentaine de navires battant pavillon espagnol ou français d'opérer dans les eaux ivoiriennes et de débarquer dans ses ports.

La redevance dont s'acquittent Bruxelles auprès de la Côte d'Ivoire avoisine le million d'euros par an sur la période 2018-2024, comme indiqué par la commission mixte de gestion dudit accord. L'autre contrepartie est l'implantation locale de conserveries européennes générant plusieurs dizaines de milliers d'emplois. Ces structures bénéficient par ailleurs d'une zone franche les exonérant de taxes ivoiriennes jusqu'à l'exportation. En bout de chaîne, le précieux poisson désormais transformé reprend le large vers d'autres coins du globe.

LE « POULET AQUATIQUE » A TOUTES LES SAUCES

Dans les maquis abidjanais, le poisson le plus consommé est de loin le tilapia, une carpe d'eau douce devenue l'espèce la plus vendue dans le monde. En 2019, l'une des rares études sur le sujet – menée conjointement par le Centre de recherches océanologiques et l'Institut national polytechnique Félix-Houphouët-Boigny de Yamoussoukro – arrivait aux résultats suivants : dans la région d'Abidjan, près de 75 % des détaillants sur les marchés vendaient du tilapia de Chine et plus de 70 % des maquis en cuisinaient. Ce Cichlidae qui inonde aujourd'hui de nombreux pays d'Afrique repose sur un modèle de pisciculture intensive offrant un stock sans égal.

Son surnom de « poulet aquatique », il le doit à l'incroyable emballage suscité par ses attributs. Il faut dire que le Tilapia du Nil – *Oreochromis niloticus*, de son nom scientifique – a des atouts de taille dans un contexte mondialisé où la consommation de poisson augmente plus vite encore que la démographie. Peu d'arêtes, croissance rapide, forte résistance aux maladies, nourriture économique à base de céréales... C'est précisément pour ces raisons que l'espèce déjà élevée dans l'Égypte antique s'est exportée massivement durant la seconde moitié du XXe siècle. Mais cette industrie a véritablement explosé à la fin des années 1970 dans les provinces côtières du Sud de la Chine. Quarante ans plus tard, un poisson sur deux consommé dans le monde est issu de fermes aquacoles. Pékin couvre à lui seul 60 % de l'ensemble de cette production.

Au port de pêche d'Abidjan, il suffit d'un léger coup d'œil pour repérer les cartons à l'effigie du tilapia. À 18 000 F CFA (27 euros) les 10 kg, le pro-



duit écrase la concurrence locale. « Toutes les carpes qu'on mange sont élevées en Chine », confie Mario San, un négociant basé au port. « La dernière carpe ivoirienne que j'ai mangée, c'était au village, il y a deux ans », se souvient-il.

PAS DE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Les frigorifiques ne regorgent pas seulement de tilapias chinois. Beaucoup d'autres cartons sont africains, provenant principalement de Mauritanie et du Sénégal. Nouakchott est d'ailleurs le premier exportateur de poisson congelé au pays des éléphants. Le pays sahélien pêche en quantité industrielle dans ses eaux qui comptent parmi les plus riches des océans. Selon de récents chiffres du ministère mauritanien des Pêches, plus de 65 % du volume total des poissons exportés l'est sous forme congelée. C'est ainsi que des chinchards, des sardines et des maquereaux d'autres pays ouest-africains s'invitent à la table des Ivoiriens.

Concernant le thon nécessaire à la préparation du garba – ce plat du quotidien à base de poisson frit et d'attiéké –, il existe bien une filière ivoirienne composée des spécimens trop petits pour être traités par les conserveries. Mais ce poisson emblématique du grand large ivoirien commence lui aussi à être concurrencé par des spécimens congelés en provenance d'Amérique du Sud.

Face à la vie chère et en l'absence d'alternative, les prix bas du congelé demeurent essentiels pour satisfaire les besoins grandissants de la Côte d'Ivoire, où chaque individu consomme en moyenne 24 kg de poisson par an. Mais la dépendance aux importations de cette ressource vitale met à mal le principe de souveraineté alimentaire alors que la population ivoirienne, composée actuellement d'un peu plus de 28 millions d'habitants, croît à un rythme d'environ 2,5 % par an.

L'AQUACULTURE PEINE A DECOLLER

L'importation massive de poisson congelé peut aussi avoir des répercussions sanitaires : en 2017, les autorités avaient décidé de stopper provisoirement tout import de tilapias en pro-

venance de cinq pays touchés par une maladie létale au sein de leurs élevages. Cette décision a toutefois été levée, contrairement au Togo voisin qui, lui, a décidé en 2018 d'interdire toutes les importations de tilapia.

Devant ces constats, l'État ivoirien ambitionne de développer l'aquaculture et de capitaliser sur sa façade lagunaire, maritime mais également terrestre, puisque plusieurs centaines de milliers d'hectares sont en théorie propices à accueillir de petits étangs – le meilleur environnement d'élevage en zone intertropicale. Pour l'heure, la production annuelle de la pisciculture ivoirienne avoisine les 9 000 tonnes, soit moins d'un dixième de la production totale de poisson.

Les élevages de tilapias, de mâchoirons ou de silures déjà implantés sur le territoire se limitent pour la plupart à des rendements vivriers. À titre d'exemple, sur 1 800 producteurs de tilapias répartis dans le pays, seule une vingtaine suit un modèle intensif similaire aux leaders asiatiques. Parmi les difficultés rencontrées par les acteurs de la filière figurent les coûts élevés des ressources indispensables au fonctionnement des fermes, comme les alevins. C'est en ce sens que l'État a récemment réhabilité une station d'alevinage en périphérie de Bouaké, dans le centre du pays, soutenu par un financement de la Banque mondiale. La nourriture est un autre défi : elle est pour partie importée afin de pallier les manques de résidus agricoles locaux adaptés.

DES RESSOURCES QUI S'AMENUISENT

Depuis 2022, c'est le Programme stratégique de transformation de l'aquaculture en Côte d'Ivoire (PSTACI) qui a la charge de développer la filière avec un objectif fixé à 500 000 tonnes de production de poisson d'ici la fin de la décennie. Sur le terrain, les autorités sont particulièrement attendues sur les volets de la formation professionnelle, l'accompagnement des entrepreneurs ainsi que l'assouplissement du régime de taxes pour cette activité. Le défi est également sanitaire puisque l'Organisation mondiale de la santé animale a rapporté un manque de professions para-vétérinaires pour

veiller à l'équilibre de ces écosystèmes différents d'un bassin à l'autre.

Le développement d'une large filière piscicole locale se fait d'autant plus pressant que les ressources halieutiques s'amenuisent au large des côtes ivoiriennes, du fait notamment de la pêche illégale. Plusieurs pays de la sous-région, dont la Côte d'Ivoire, observent déjà des périodes de repos biologique au sein de leurs zones économiques exclusives.

Tant les bailleurs de fonds que l'État ivoirien ont en tête deux références africaines qui ont fait le pari de l'aquaculture à grande échelle. Loin devant, l'Égypte, qui produit 1,6 million de tonnes dans ses bassins, et le Nigeria, autre géant de la pisciculture, qui peine néanmoins à satisfaire l'immense demande de ses 218 millions d'habitants.

UN APPROVISIONNEMENT CONSTANT

Mais, devant l'ampleur de la tâche, le tilapia congelé, qui se vend 2 000 F CFA pièce dans les rues d'Abidjan, apparaît encore comme une solution de facilité. D'autant qu'il s'est parfaitement intégré à la chaîne de valeur traditionnelle du poisson en Afrique de l'Ouest, qui consiste à le transformer pour partie.

Au sud de Yopougon, l'une des treize communes de la capitale économique, le quartier d'Abobo Doumé est réputé pour la production de l'attiéké et la fumaison de poisson. En bordure de lagune, des femmes s'affairent toute la journée au-dessus de barils noircis par un usage presque discontinu. Ici et là, des cartons vides jonchent le sol : tous ces poissons fumés qui serviront ensuite de base à diverses sauces proviennent de la filière congelée. Véronique est l'une de ces travailleuses : « On achète les cartons à l'homme qui a les congélateurs », explique-t-elle en pointant du doigt le bout de la rue. Il s'agit en réalité d'une grande chambre froide exploitée par la société CDPA-CI, spécialisée dans la distribution de produits surgelés.

Le poisson congelé offre un autre avantage : son transport. Même si la chaîne du froid n'est pas toujours bien respectée, le conditionnement dans des cartons laisse de longues heures aux camions pour acheminer leurs marchandises vers des villes éloignées du littoral. Elles rejoignent ensuite d'autres congélateurs ou de simples frigidaires.

L'essor de ces produits à bas coût apparaît aussi comme un moyen pour de nombreux petits acteurs de créer de la valeur ajoutée, en témoigne la quantité farineuse de carpes qui braisent au cœur de la mégapole abidjanaise. Un plaisir qui reste accessible aux populations et disponible en continu, comme le précise « maman Ake », qui tient une cuisine dans la commune de Cocody : « Ici, les cartons nous sont livrés chaque jour. » Avec un tel dispositif, le poisson congelé a encore de beaux jours devant lui.

Afrique XXI



« Agoa, agoing, agoner »? Risques de la politique commerciale des États-Unis pour l'Afrique

L'AGOA expire en 2025, et le climat politique de Washington suggère qu'une approche « business as usual » ne suffira probablement pas.

L'avenir de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) est de plus en plus incertain à mesure que la politique industrielle des États-Unis devient plus nationaliste et sécuritaire, en particulier en réponse à l'évolution des priorités géopolitiques, commerciales et intérieures.

Créée en 2000, l'AGOA offre un accès en franchise de droits au marché américain pour certains produits en provenance de pays d'Afrique subsaharienne éligibles, afin d'encourager la croissance économique et de favoriser les relations entre les États-Unis et l'Afrique. Cependant, les tendances actuelles et futures de la politique américaine pourraient affecter la trajectoire de l'AGOA, ce qui pourrait nuire aux économies africaines.

Plusieurs inquiétudes suscitent l'inquiétude des décideurs politiques africains.

Le premier est le changement en cours dans la politique industrielle et commerciale des États-Unis. Sous les administrations Trump et Biden, le nationalisme économique a dominé. Le commerce américain s'est de plus en plus concentré sur la relocalisation des chaînes d'approvisionnement, la réduction de la dépendance à l'égard de la production étrangère et la sécurisation des industries critiques, en particulier en réponse à la concurrence avec la Chine. Cela pourrait réduire l'attention portée à des initiatives comme l'AGOA, surtout si elles ne s'alignent pas sur les objectifs américains de stimuler la production nationale et de sécuriser les chaînes d'approvisionnement.

De plus, la politique commerciale américaine est de plus en plus considérée à travers le prisme de la sécurité, ce qui signifie que le positionnement de l'Afrique est plus surveillé. Si les pays africains devaient être perçus comme dérivant dans l'orbite de la Chine, de la Russie ou d'autres puissances non occidentales, cela pourrait conduire à une réévaluation des incitations commerciales dans le cadre de l'AGOA. La débâcle de « Lady R » en Afrique du Sud en est un exemple clair. L'avenir de l'AGOA pourrait être lié à la façon dont les pays africains s'alignent sur les intérêts géopolitiques des États-Unis.

Un autre changement subtil a été la préférence des États-Unis pour les accords commerciaux bilatéraux sous les administrations récentes, ce qui pourrait saper les programmes régionaux comme l'AGOA. Le partenariat stratégique de commerce et d'investissement avec le Kenya en est un bon exemple, visant à renforcer les liens avec les pays où les États-Unis



estiment pouvoir exercer une influence plus significative.

Le deuxième domaine à surveiller est les prochaines élections américaines, qui façonneront sans aucun doute l'avenir des relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique. Sous l'administration Trump, avec son mantra « America First », la politique commerciale serait probablement insulaire et transactionnelle. Compte tenu du scepticisme de Trump à l'égard des cadres multilatéraux, la poursuite de l'AGOA pourrait être légitimement menacée.

Bien que l'Afrique ne figure peut-être pas en bonne place dans son programme, la première administration Trump a fait pression pour des accords commerciaux avec certains pays africains, suggérant une préférence pour un engagement bilatéral. Il a également explicitement lié le commerce à des partenariats stratégiques, de sorte que les pays qui ne sont pas alignés sur les objectifs de sécurité des États-Unis pourraient faire face à un soutien réduit dans le cadre de l'AGOA.

En revanche, sous le président Joe Biden et potentiellement la vice-présidente Kamala Harris, la démocratie et les droits de l'homme resteraient probablement au cœur de la politique étrangère américaine. L'administration Biden a déjà expulsé des pays comme le Niger, le Gabon et l'Ouganda de l'AGOA pour des questions de gouvernance, reflétant une approche de plus en plus axée sur la sécurité et les droits des relations commerciales africaines.

L'éligibilité à l'AGOA exige que les pays respectent certaines normes de gouvernance et de droits de l'homme, et Harris renforcerait probablement l'application de ces normes. Son programme pourrait également se concentrer sur l'action climatique et le développement durable, ce qui pourrait influencer la façon dont l'AGOA est encadrée ou mise à jour, avec des incitations possibles pour les pays africains à se concentrer sur les industries vertes et les pratiques commerciales durables. Harris pourrait également faire pression pour des initiatives AGOA qui soutiennent l'infrastructure numérique de l'Afrique, avec des incitations pour les entreprises technologiques américaines qui investissent sur le continent.

En prenant du recul, Harris pourrait

considérer le renforcement des économies africaines par le commerce comme la clé de la stabilité mondiale à long terme. Cela pourrait voir une AGOA élargie ou modifiée, en veillant à ce qu'elle joue un rôle dans la lutte contre l'extrémisme violent, l'instabilité et la fragilité économique dans les régions d'importance stratégique pour les États-Unis. Cependant, malgré ces différences, les deux côtés de l'échiquier politique sont guidés par les mêmes impulsions nationalistes.

Qu'en est-il des pays africains ? L'AGOA devant expirer en 2025, sa prolongation n'est plus une formalité. La loi pourrait ne pas être renouvelée dans sa forme actuelle, ou pourrait être révisée pour mieux s'aligner sur les priorités américaines en matière de sécurité et d'économie. Le renouvellement ou le remplacement de l'AGOA dépendra de la manière dont l'Afrique s'inscrit dans la stratégie géopolitique et géoéconomique des États-Unis.

Plusieurs scénarios sont à considérer.

Tout d'abord, il y a la possibilité de maintenir le statu quo avec seulement des changements mineurs à la politique existante. Cependant, le climat politique de Washington suggère qu'une approche « business as usual » ne suffira probablement pas. Les législateurs américains ont déjà exprimé des inquiétudes quant à l'éligibilité de certains pays africains dans le cadre du programme.

Les positions de politique étrangère de l'Afrique du Sud à l'égard de la Russie et de la Chine ont fait l'objet d'un examen minutieux, certains membres du Congrès, tels que les sénateurs Chris Coons et Jim Risch, remettant en question son inclusion continue dans l'AGOA. Ils ont même fait pression pour que le Forum AGOA soit éloigné de l'Afrique du Sud et reconsidère ses avantages.

Dans ce contexte, Washington pourrait adopter une position plus accusatoire, en imposant des conditions plus strictes en matière de gouvernance, de sécurité et de positionnement stratégique. Cela pourrait entraîner le retrait de l'accès préférentiel pour les pays africains qui s'alignent trop étroitement sur la Chine.

Deuxièmement, plutôt que de renouveler l'AGOA dans sa forme ac-

tuelle, les États-Unis pourraient continuer à s'orienter vers des accords commerciaux bilatéraux avec certains pays africains, en particulier ceux considérés comme des partenaires stratégiques. Cela pourrait conduire à une relation commerciale plus fragmentée avec l'Afrique.

Les pays dont les programmes complètent l'industrie manufacturière américaine, la sécurité de la chaîne d'approvisionnement et la résilience économique sortiraient vainqueurs. En revanche, ceux dont les politiques économiques sont perçues comme incompatibles avec les priorités américaines pourraient en subir les conséquences négatives.

Troisièmement, le fait que les États-Unis perçoivent l'Afrique comme étant de plus en plus sous l'influence de la Chine pourrait voir l'AGOA réévaluée.

Du côté positif, une approche actualisée et modernisée pourrait renforcer les liens entre les États-Unis et l'Afrique. Un nouveau cadre axé sur la durabilité, l'innovation et le développement inclusif est sans doute attendu depuis longtemps.

Il pourrait être constructif de révi-

ser l'AGOA pour cibler les secteurs représentant le potentiel économique futur de l'Afrique – tels que l'énergie propre, les services numériques et l'industrie manufacturière à valeur ajoutée. L'ajout d'une composante d'investissement offrirait un contre-poids plus convaincant à l'influence de Pékin, en lien avec la politique industrielle plus large de Washington.

En outre, faire en sorte que les pays africains, plus petits ou moins développés, puissent mieux tirer parti des préférences commerciales répondrait aux critiques formulées à l'encontre du programme.

Le dilemme diplomatique et politique auquel sera confrontée la prochaine administration américaine est important. Une réforme substantielle de l'AGOA, plutôt qu'un démantèlement, semble l'issue la plus probable. La réforme du programme pour mieux l'aligner sur les priorités des États-Unis – tout en répondant aux aspirations de l'Afrique – garantirait que le commerce reste un pilier significatif des relations entre les États-Unis et l'Afrique pour les années à venir. *ISS Afrique*

Le Sénégal et des organisations internationales condamnent les « attaques terroristes » à Bamako

Le gouvernement sénégalais condamne avec « la plus grande fermeté » les attaques « terroristes » contre l'aéroport international de Bamako et une école de gendarmerie de la capitale malienne, a-t-on appris de source officielle.

« Le Gouvernement du Sénégal condamne, avec la plus grande fermeté, toutes les tentatives visant à porter atteinte à l'intégrité du Mali, et réitère toute sa solidarité au Gouvernement, et au peuple de ce pays frère », a-t-il déclaré Dakar, dans un communiqué publié mercredi.

Mardi matin, des groupes armés ont attaqué l'école de la Gendarmerie dans le quartier de Faldié et l'aéroport international de Bamako Sénou, causant des pertes en vies humaines, des blessés et des dégâts matériels.

Dans son communiqué, le Sénégal a adressé ses « vives condoléances aux autorités et au peuple frère du Mali, et souhaite un prompt rétablissement aux personnes blessées ».

Mercredi, l'Union africaine, par la voix du président de la Commission, a également condamné avec « fermeté les attaques terroristes » de la veille dans la capitale malienne.

« Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, condamne avec fermeté les attaques terroristes qui ont visé l'école de gendarmerie dans le quartier de Faladié et la base aérienne des forces armées maliennes à Bamako, ainsi que d'autres lieux mentionnés par les médias, le 17 septembre 2024 », peut-on lire dans un communiqué de l'institution panafricaine.

L'Union africaine a en outre appelé à une mutualisation des efforts « pour lutter plus efficacement et avec davantage de solidarité avec le Mali et les autres pays du Sahel victimes des menées terroristes, tant au niveau national, régional qu'international.

Elle lance un « appel pressant au renforcement de la collaboration stratégique régionale et internationale dans la lutte contre la recrudescence du terrorisme et de l'extrémisme violent en Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest », souligne le communiqué.

La Délégation de l'Union européenne (DUE) au Mali a, elle aussi, condamné « fermement l'attaque terroriste » qui a frappé Bamako, mardi.

« Nous exprimons toute notre solidarité au peuple malien », a-t-elle indiqué dans un communiqué publié sur sa page Facebook. *APS*



Pourquoi les inondations se produisent-elles ?

Les inondations sont le type de catastrophe naturelle le plus fréquent et elles provoquent d'importantes destructions dans le monde entier. Rien qu'en 2023, selon les données fournies par la Nasa, il y a eu 164 inondations catastrophiques sur l'ensemble de la planète. Parmi elles, l'inondation qui a frappé le nord de la Libye et qui a fait plus de 10 000 morts ou disparus.

Cette année, plusieurs pays ont été confrontés à des inondations. Les plus récentes se situent en Europe centrale et en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Il existe plusieurs types d'inondations, mais certaines sont particulièrement dangereuses : les crues soudaines, qui surviennent en quelques minutes ou quelques heures et provoquent une montée rapide des eaux.

Elles sont souvent le résultat de fortes précipitations et peuvent être suffisamment puissantes pour détruire des bâtiments. Les conditions météorologiques extrêmes, telles que la sécheresse et les pluies intenses, sont aggravées par le changement climatique et constituent une cause fréquente d'inondations soudaines.

Une étude publiée en 2021 par des scientifiques américains dans la revue Nature affirme que nous sommes de plus en plus nombreux à vivre dans des zones à risque d'inondation. Cela est dû à l'influence du changement climatique sur les phénomènes météorologiques tels que les précipitations extrêmes, l'élévation du niveau de la mer et l'intensification des ouragans.

Comment survivre à une crue soudaine ? Certaines mesures de base peuvent augmenter vos chances de survie si vous vous retrouvez dans un torrent d'eau.

Regarder, écouter, parler et apprendre

La chose la plus importante à faire pour commencer est de savoir si vous vivez dans une zone sujette aux inondations. Soyez attentif aux alertes météorologiques locales, en particulier aux avertissements des autorités concernant des précipitations plus importantes.

Si vous vous trouvez dans une zone exposée à la montée des eaux, mettez en place un plan d'évacuation pour votre famille et vos animaux de compagnie. Il est utile de conserver une trousse d'urgence contenant des médicaments, de l'eau potable, un chargeur de téléphone portable et des vêtements imperméables. Des organisations telles que la Croix-Rouge proposent des informations sur la préparation de ces kits.

Veillez également à informer vos voisins du risque d'inondation, en particulier les personnes âgées et vulnérables.

Comment puis-je protéger ma maison ?

La première étape consiste à fer-



mer et à verrouiller toutes les portes et fenêtres, tout en s'assurant qu'il existe une voie d'évacuation facilement accessible.

Cela peut contribuer à réduire le volume d'eau qui pénètre dans le bâtiment. Il est également conseillé de bloquer les siphons de sol et les sièges de toilettes à l'aide de sacs de sable.

Que se passe-t-il si je suis pris au dépourvu ?

Si vous êtes à l'extérieur et que vous voyez de l'eau s'écouler dans la rue, rejoignez un terrain plus élevé.

Évitez de traverser les zones inondées à pied ou en voiture. Selon les experts, il suffit de moins d'un demi-mètre d'eau vive pour emporter une personne ou même une voiture. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) affirme que la noyade est à l'origine de 75 % des décès dus aux inondations.

De plus, l'eau transporte des débris dangereux qui peuvent causer des blessures graves, notamment des câbles électriques qui peuvent provoquer des chocs électriques mortels.

Les plaques d'égout peuvent être arrachées des égouts lors d'une inonda-

tion, de sorte qu'en marchant dans des rues inondées, des personnes peuvent soudainement faire une chute de plusieurs mètres dans les égouts.

Si vous êtes à l'intérieur de votre maison, coupez l'électricité à l'aide de l'interrupteur principal.

Faites de même pour le gaz et l'eau. Dans la mesure du possible, déplacez les meubles et les appareils électriques vers des étages ou des lieux plus élevés. Evacuez si le niveau de l'eau commence à monter.

Après les inondations

Consultez toujours les autorités lo-

cales avant de rentrer chez vous.

Les inondations laissent derrière elles des dangers, qu'il s'agisse de lignes électriques tombées au sol, de débris ou d'animaux dangereux, tels que les serpents.

Les eaux de crue transportent souvent des eaux usées, du pétrole ou d'autres substances dangereuses qui présentent des risques pour la santé.

Il est important de se rappeler que les recommandations et les conseils peuvent changer d'un endroit à l'autre, alors n'hésitez pas à vous renseigner auprès des autorités locales de votre lieu de résidence. **De BBC**



AFRIQUE

La dépendance aux médias sociaux, une porte ouverte à la désinformation (Etude)

Selon une récente étude menée par KnowBe4, 84 % des Africains s'appuient de plus en plus sur les médias sociaux pour s'informer, rendant la population vulnérable à la désinformation.

Une enquête menée en juin 2024 par « KnowBe4 », une société spécialisée dans la cybersécurité, met en lumière un problème préoccupant pour les sociétés africaines : la forte dépendance des populations aux réseaux sociaux pour s'informer. L'étude, qui a porté sur 500 personnes réparties entre le Botswana, le Kenya, l'île Maurice, le Nigéria et l'Afrique du Sud, révèle que « 84 % des personnes interrogées » considèrent les réseaux sociaux comme leur source principale d'information, avec « 80 % d'entre elles privilégiant Facebook. »

Cette dépendance massive inquiète particulièrement à l'approche d'un cycle électoral majeur, puisque 19 pays africains s'appêtent à organiser des élections en 2024. « L'essor des campagnes de désinformation, alimentées par des acteurs étrangers comme la Russie et la Chine menace d'aggraver l'instabilité sociale », souligne le document qui, citant le Centre africain d'études stratégiques, rapporte que ces campagnes ont quadruplé depuis 2022.



Des canaux peu fiables et une surestimation des capacités de discernement

L'augmentation de la désinformation sur les réseaux sociaux constitue une menace de plus en plus palpable. Anna Collard, vice-présidente de la stratégie de contenu chez KnowBe4 AFRICA, souligne que « plus de 50 % des personnes interrogées utilisent TikTok pour s'informer. Or, ni Facebook ni TikTok ne sont considérés comme des sources fiables d'informations », déclare-t-elle.

Malgré cela, « 82 % des personnes interrogées » se sentent capables de distinguer les vraies informations des fausses. Toutefois, Collard exprime des doutes. « Bien que la plupart des personnes interrogées aient déclaré être capables de faire la différence entre les vraies et les fausses informations, je doute que ce soit le cas », affirme-t-elle.

A l'en croire, d'autres études montrent en effet que les utilisateurs

surement souvent leur capacité à détecter des deepfakes ou des contenus trompeurs. Pire, les gens tendent à faire davantage confiance aux images générées par l'IA qu'aux photographies réelles.

L'impact de la désinformation sur la société et les élections

L'enquête révèle que « 80 % des personnes interrogées » sont préoccupées par l'impact négatif des fausses informations et leur potentiel à diviser les communautés. Au Kenya, certains ont observé comment la désinformation a contribué à des « conflits tribaux. » L'année dernière, lors des élections au Nigéria, des influenceurs sur les réseaux sociaux ont utilisé des hashtags inorganiques pour attiser des tensions politiques.

Collard ajoute que les campagnes de désinformation deviennent de plus en plus sophistiquées grâce aux outils d'intelligence artificielle. « La

diffusion rapide de fausses informations via les réseaux sociaux et l'accessibilité croissante des outils d'IA permettent des campagnes de désinformation peu coûteuses mais extrêmement efficaces », note-t-elle. Un exemple marquant est la campagne menée en 2017 par la société de relations publiques britannique Bell Pottinger, qui a exploité la désinformation pour manipuler l'opinion publique en Afrique du Sud.

Un besoin urgent d'éducation et de régulation

L'étude souligne le manque de formation des utilisateurs sur la détection de la désinformation. « 58 % des personnes interrogées » admettent n'avoir reçu aucune formation en la matière, tandis que « 32 % » choisissent simplement d'ignorer les informations trompeuses. Ce dernier chiffre révèle la nécessité urgente d'une approche plus proactive pour combattre ce fléau.

Anna Collard plaide pour une stratégie à plusieurs volets afin de mieux lutter contre la désinformation. Cette approche inclurait une éducation renforcée à la pensée critique, des mesures gouvernementales coordonnées pour limiter la propagation de fausses informations, et une vigilance accrue des plateformes de réseaux sociaux.

« Les fausses nouvelles constituent un défi permanent qui exige une attention constante », conclut-elle. **APA**

TRANSPARENCE DES ÉLECTIONS

L'opposition dans la rue ce 27 septembre 2024

Le compte à rebours a démarré. Il ne reste que quelques deux petits mois avant les élections législatives du 17 novembre. Une date fixée par les autorités qui viennent de publier les détails du calendrier électoral. Mais, l'opposition bande déjà les muscles.

Réunis ce jeudi 19 septembre 2024 en Assemblée générale constitutive, les 110 partis et mouvements politiques fondateurs de l'Alliance pour la transparence des élections (ATEL) « ont décidé de conjuguer leurs efforts et de recourir à tous les moyens légaux en vue de faire échec au putsch électoral que le pouvoir Pastef veut opérer le 17 novembre prochain ».

Selon ATEL, « pour la première fois depuis 1993, des élections sont organisées au Sénégal en excluant les partis d'opposition de toute forme de participation à l'élaboration du processus. Le Président de la République prétend décider seul, par décrets, de questions relevant du domaine de la loi. Cette méthode cavalière, dont le dessein indiscutable est de surprendre les acteurs politiques et de mettre le Conseil constitutionnel devant le fait accompli, constitue une violation flagrante de l'article 2 du Protocole additionnel de la Cedeao. »

« Devant la mobilisation de ATEL, le communiqué du dernier conseil des

ministres évoque de prétendues « concertations » dont la seule fonction serait d'« informer » les acteurs sur les décisions unilatérales et illégales de l'Etat Pastef. Une telle régression démocratique ne saurait être acceptée de la part d'un pouvoir cherchant à étouffer la démocratie qui lui a permis d'accéder aux affaires il y a à peine six mois », peut-on lire sur le communiqué dont nous détenons copie.

Par ailleurs ATEL souligne que « depuis plus de 40 ans, le Sénégal a acquis une précieuse expertise dans l'organisation d'élections paisibles avec des résultats unanimement acceptés. Le socle essentiel de cette expérience réside dans les principes de la concertation et du consensus, octroyant à chaque partie prenante le privilège de participer à toutes les étapes du processus électoral. À chaque phase, des concertations inclusives sont orchestrées par les instances compétentes du ministère de l'Intérieur, permettant aux acteurs d'aboutir à des consensus sur les problématiques en suspens. Tel est le fondement de notre tradition électorale, mondialement reconnue comme un modèle à suivre. »

En outre, la structure politique estime que « rien ne peut justifier les atteintes que le pouvoir Pastef cherche à porter contre cette longue tradition de concertation et de consensus. Nous exigeons par conséquent le res-



pect de l'article 4 de la Constitution qui dispose que « les partis politiques et les coalitions de partis politiques concourent à l'expression du suffrage dans les conditions fixées par la Constitution et la loi ». L'organisation d'un scrutin n'est pas l'apanage du seul parti au pouvoir. La Constitution exige l'implication de toutes les parties prenantes. »

Après ces observations susmentionnées, ATEL avec ses membres fondateurs « forts » de leur « détermination commune à protéger et

sauvegarder les acquis démocratiques » du peuple, a cité les quatre points de son plan d'action. A ce propos, ils déclarent : Exigeons la tenue immédiate d'une véritable concertation dont l'ordre du jour permettra à tous les acteurs de faire leurs propositions et qui aura le mandat d'élaborer des consensus sur les points litigieux ; Engageons le Pôle juridique de ATEL à diligenter la saisine des organes judiciaires compétents, notamment la Cour d'appel, la Cour suprême, le Conseil constitutionnel

et la Cour de Justice de la CEDEAO ; Décidons de rendre visite aux autorités religieuses et traditionnelles du pays, ainsi qu'aux représentations diplomatiques, en vue de partager avec elles la bonne information ; Appelons tous les Sénégalais à participer massivement au Rassemblement qui aura lieu le 27 septembre 2024 à 15h à la Place de la Nation, afin de matérialiser le soutien populaire aux revendications de transparence du scrutin prévu le 17 novembre. »

Fatou SENE

SÉNÉGAL

Le calendrier électoral des élections législatives anticipées enfin dévoilé !

Le Sénégal dévoile officiellement le calendrier des élections législatives anticipées prévues pour le 17 novembre 2024, dans un contexte politique tendu.

Le Sénégal se prépare pour un tournant politique majeur avec l'annonce des élections législatives anticipées prévues le 17 novembre 2024. Le Directeur général des Élections a récemment rendu public le calendrier détaillé de ce scrutin décisif, offrant un aperçu des principales étapes et des échéances à respecter. Cette anticipation de quelques mois par rapport au calendrier habituel soulève des questions sur les enjeux politiques à venir. Revenons en détail sur ce processus électoral et ses implications.

La Commission de réception des candidatures en préparation

Le coup d'envoi officiel du processus électoral est donné avec la mise en place de la Commission de Réception des Dossiers de Déclarations de Candidatures. Cette institution, indis-

pensable au bon déroulement des élections, devra être établie avant le 23 septembre 2024. Dès le lendemain, soit le 24 septembre, la commission commencera ses travaux, notamment avec le tirage au sort prévu pour le 26 septembre afin de déterminer l'ordre de passage des candidats.

Le dépôt des dossiers de candidatures est un moment clé dans la préparation des élections. Les partis politiques auront deux journées pour accomplir cette formalité, à savoir les 28 et 29 septembre. L'examen des candidatures se déroulera du 30 septembre au 4 octobre, sous la supervision de la Commission. La publication des candidatures retenues sera officialisée le 7 octobre, offrant ainsi une première idée des forces en présence pour ces législatives anticipées.

Un marathon politique du 27 octobre au 15 novembre

Une fois les candidats validés, la campagne électorale débutera officiellement le 27 octobre. Ce moment tant attendu par les partis et les électeurs s'étendra sur près de trois semaines. Les stratégies de

mobilisation et les propositions politiques devraient se multiplier, culminant avec la clôture de la campagne le 15 novembre à minuit. D'ici là, les Sénégalais auront l'opportunité de se faire une idée claire des projets portés par les différentes formations politiques.

Cartes d'électeurs et représentants dans les bureaux de vote

Un autre aspect crucial de ces élections est la distribution des cartes d'électeurs, qui se poursuivra jusqu'au 16 novembre, veille du scrutin. De plus, la composition des bureaux de vote sera fixée au 28 octobre. Les partis devront également désigner leurs plénipotentiaires et les représentants des candidats dans chaque bureau de vote, dont l'identité devra être confirmée d'ici le 22 octobre.

Si la clôture de la campagne électorale est fixée au 15 novembre, les premières tendances électorales ne devraient pas tarder à suivre. En effet, les résultats départementaux sont attendus le 19 novembre à minuit, tandis que ceux des votes à l'étranger seront publiés le lende-



main, le 20 novembre à midi. Enfin, les résultats finaux, compilés et annoncés par la Commission nationale de recensement des votes, seront rendus publics au plus tard le 22 novembre.

Un contexte politique tendu : quelles répercussions ?

Ces élections anticipées surviennent dans un contexte politique mar-

qué par la dissolution de l'Assemblée nationale le 12 septembre 2024, une décision forte prise par le président Bassirou Diomaye Faye, élu en mars de la même année. Cette manœuvre politique visait à relancer une nouvelle dynamique institutionnelle, mais elle soulève également des interrogations sur la stabilité du paysage politique sénégalais. La campagne promet d'être intense, avec des enjeux élevés pour tous les partis en lice. **Afrik**

POURSUIVI PAR SAMUEL SARR POUR USURPATION DE FONCTION, FAUX, USAGE DE FAUX EN ECRITURE PRIVEE ET DENONCIATION

Moustapha Ndiaye devant le procureur



Une plainte a été déposée auprès du procureur de la République pour usurpation de fonction faux, usage de faux en écriture privée et dénonciation calomnieuse. Moustapha Ndiaye n'est plus Président du Conseil d'Administration depuis le 03 Février 2024 au terme de la réunion des actionnaires qui s'est tenue à la même date.

Il est difficile de comprendre les manœuvres de certaines personnes qui tentent de saboter le projet de centrale de West African Energy déjà sur de bons rails. Des comploteurs mal inspirés qui croient avoir à faire contre Samuel Sarr, ignorent que les conséquences de leur activisme excessif risquent d'être fatales pour l'Etat du Sénégal et les sénégalais. A y voir de plus près, on a l'impression que les pourfendeurs de Samuel SARR cherchent à saboter le bilan de Bassirou Diomaye Faye et d'Ousmane SONKO, dans le secteur de l'énergie, les 05 prochaines années.

Monsieur Samuel Sarr a saisi la justice contre Moustapha Ndiaye, Makha Sy cabinet RACINE membre d'Ernest & Young commissaire aux comptes de la société WAE, Tahibou Mbaye du cabinet Mazars et contre toute personne que l'enquête permettra de révéler pour les délits. Sont visés les délits d'usurpation de fonction ou de titre ; de faux en écriture privée et usage de faux et complicité desdits délits. Il s'agit véritablement de délits prévus et punis par les articles 226, 227 alinéa 2, 132, 135, 45 et 46 du code pénal.

Moustapha Ndiaye qui se prévalait de son ancienne qualité de Président du conseil d'administration de la société WEST AFRICAN ENERGY SA qu'il a, en réalité, perdue depuis le 03 février 2024, a convoqué une réunion du conseil d'administration à la date du 14 février 2024. L'ordre du jour de cette réunion comptait les points suivants : la réalisation de l'augmentation du ca-

pital décidée par l'Assemblée Générale mixte du 08 novembre 2023, la Gouvernance de la société et les questions diverses. Il s'agit en vérité d'une réunion tenue frauduleusement car Moustapha NDIAYE n'avait pas la qualité de PCA pour convoquer cette réunion. «Le procès-verbal des délibérations du conseil d'administration du 14 février 2024 est un faux manifeste » a relevé un conseiller de l'Administrateur de WAE.

Les mentions du RCCM SN DKR 2019 B 31878 de la société WEST AFRICAN ENERGY SA ont réglé la question sur les véritables administrateurs.

«Il est clairement indiqué sur le registre du commerce et du crédit mobilier qu'à l'exception de Monsieur Moustapha Ndiaye personne physique tous les autres administrateurs composant le conseil d'administration sont des personnes morales » apprend-t-on.

Selon les termes du document que nous avons reçu, «il est aisé de relever que dans le procès-verbal les sus nommés sont présentés es-nom en qualité d'administrateurs alors qu'ils ne le sont ».

Il ajoute que «Monsieur Abdou Karim Diop qui est présenté comme administrateur ne l'est pas non plus puisqu'il n'est ni actionnaire ni administrateur comme en fait foi l'extrait du Registre du Commerce et du crédit mobilier de la société West African. ENERGY SA».

«Ce qu'il y a de plus ridicule dans cet acte c'est un illettré qui ne sait ni lire ni écrire en français en la personne de Monsieur Serigne Abdou Dia qui assurait le secrétariat de la séance » a noté notre source documentée.

«En outre pour ce qui concerne la souscription à titre irréductible le procès-verbal ignore la souscription de Mr Samuel Amète Sarr versé dans le compte du notaire Maître Moussa

Mbacké » précise notre source.

Par ailleurs, en dépit de la perte de sa qualité de Président du conseil d'administration, « Moustapha

Ndiaye continue à se prévaloir de sa qualité de Président du conseil d'administration alors que son mandat n'a pas été renouvelé par le conseil d'administration qui s'est régulièrement tenu le 03 février 2024 au siège de la société WAE sur la convocation de trois (3) administrateurs à savoir : Sahel Investment, Afrinvest et Senelec ». Par conséquent, Moustapha Ndiaye n'a pas qualité à agir.

Il faut alors souligner que le procès-verbal du conseil d'administration du 14 février 2024 est «un faux manifeste en ce qu'il recèle des mentions fausses sciemment portées sur ledit document pour lui conférer un caractère d'authenticité et de sincérité ». Cet acte porte la responsabilité de Serigne Abdou Dia et de Monsieur Moustapha Ndiaye ancien PCA. Rappelons que Moustapha Ndiaye a été remplacé au poste de PCA par Papa Mademba Bitèye Directeur Général de la SENELEC, lui-même remplacé aujourd'hui par Toby Gaye actuel Directeur Général de la SENELEC.

Il est utile de rappeler que Mon-

sieur Bitèye en sa qualité de Président du Conseil d'administration avait adressé un courrier daté du 19 février 2024 à Monsieur Moustapha Ndiaye pour lui interdire, « d'utiliser les papiers en tête de la société WAE et de se prévaloir de la qualité de Président du CA ».

Concernant la gouvernance de WAE, il faut rappeler que le cabinet MAZARS a insisté sur le caractère provisoire de son rapport. En plus ; un contre audit du cabinet NEXIA RMA présenté au conseil d'administration du 03 février 2024 a mis à nu les insuffisances du rapport d'audit de MAZARS. Ensuite, «WEST AFRICAN ENERGY a, d'ailleurs, eu à servir une sommation mise en demeure à Moustapha Ndiaye pour l'inviter à ne plus se prévaloir de sa qualité de Président du Conseil d'administration ni agir en son nom et pour son compte ».

Il faut dire que Samuel SARR est assisté par Maître Ciré Clédor Ly, Baboucar Cissé, Maître Cheikh Amadou Ndiaye. **Modou FALL**

LÉGISLATIVES

le CNRA rappelle l'interdiction de la propagande du 27 septembre au 26 octobre



Le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) rappelle qu'il est interdit, à partir du vendredi 27 septembre, toute propagande déguisée ayant pour support les médias nationaux, publics et privé en perspective des élections législatives anticipées du 17 novembre.

Dans un communiqué rendu public, jeudi, le régulateur indique que la période de précampagne s'étend du vendredi 27 septembre 2024 à 00 heure au samedi 26 octobre 2024 à minuit.

Il rappelle que «durant la précampagne, est interdite la diffusion, par les médias (presse écrite, presse en ligne, radio et télévision) de toute

manifestation ou déclaration publique de soutien à un candidat ou à un parti politique ou à une coalition de partis politiques ou à une liste de candidats».

Le CNRA en appelle à «l'esprit de responsabilité de tous les acteurs pour le strict respect» des dispositions du Code électoral.

Il met en garde contre la diffusion de toute manifestation «directement ou indirectement par toute personne ou association ou groupement de personnes quelle qu'en soit la qualité, nature ou caractère de même que lors des visites et tournées à caractère économique, social ou autrement qualifié, effectuées par toutes autorités de l'Etat sur le territoire national».

La campagne électorale proprement dite s'ouvre officiellement le

27 octobre 2024 à 00 heure et prend fin le vendredi 15 novembre 2024 à minuit, a annoncé le CNRA.

Il signale que La RTS (radio et télévision) «est assujettie à l'obligation de respect du principe d'égalité, dans le temps d'antenne mis à la disposition des listes de candidats».

Le régulateur ajoute que «les médias, autres que l'audiovisuel public, qui traitent de la campagne électorale, sont tenus au respect rigoureux des règles d'équité et d'équilibre dans le traitement des activités des listes de candidats».

Il rappelle que «la veille et le jour du scrutin (du 16 novembre 2024 à 00 heure à la fermeture des bureaux de vote) est interdite la diffusion ou rediffusion de toute activité assimilable à une campagne électorale».

APS



FLÉCHÉS 11x17 • N°08 •

FLEUR DES CHAMPS FLEUR TRÈS CULTIVÉE	MONNAIES ROUMAINE EXTRAIT VÉGÉTAL	PLANTE SAUVAGE ET... APÉRITIVE	FLEUR À LIQUEUR TROUSSEAU	LAINES D'ÉCOSSE	MYRTILLE ERBIUM AU LABO	FLEUR D'AUTOMNE GOÛTS
		ÉTOILE D'ARGENT TUMEUR DES VÉGÉTAUX				
BOUT DE PAIN HIBOU				RÔDAT ÉTAT AFRICAÏN		
		ÉPREUVE DE TROT			PREMIÈRE VENUE ROUGE POMME	
COLLE JADIS À BASE DE GUI	MISSIVE		FAIRE DU VÉLO ORDRE			
		LABYRINTHE PASTEL DES TEINTURIERS			FLOTTÉ ARBUSTE À FRUITS ROUGES	CONIFÈRE
VIEILLES MONNAIES	VICTOIRE D'EMPIRE UNE PLANÈTE			SAULES PARESSEUX		
		UNE DES 9 MUSES NOUAS			SALUT ROMAIN	POSSESSIF VIEUX VÉLO
EXAMEN IMMORTELLE			DANS LA MOSQUÉE ATMOSPHÈRES			COURONNÉES
				REMÉDIAI BEAU AU MILIEU		
FISSE PLAISIR	NIGAUDE FLEUR DE PROVENCE				C'EST-À-DIRE SOLIDIFIÉ	ARTICLE BROYA
			SERVICE NON RENDU POÈTE GREC			PROFESSEUR ABRÉGÉ LARVE
MANILLON ÉCRAN		DANSE CUBAÏNE	DONNE LE TON TROUBLES	URTICACÉES FIÈRE LADY		CHAÎNE DE MONTAGNES
	CHER À ARAGON ÎLE DE FRANCE				PATRON DES ORFÈVRES BAÏE AU JAPON	
FLEUR BLANCHE RENONCULACÉE			FLEUR TOXIQUE POSSESSIF			
				ÉPUISA PÉRIODE		FIN DE VERBE TÉRA-OCTET
PERSONNAGE DE BD	SANS ENGRAIS		PRÉVENIR			
					MESURA	

Solution fléché • N°08 •

C	I	E	T	R	E	
S	A	I	N	T	L	A
N	N	H	A	R	F	A
T	A	O	N	T	S	E
D	I	O	N	SPÉCIAL		B
D	I	T	S	CANADA		E
E	I	S	E	L	P	A
I	N	D	I	E	N	I
I	N	U	L	S	P	L
L	E	C	L	E	R	C
H	O	R	S	T	U	F
I	C	A	O	E	A	C
D	I	E	S	T	A	M
A	N	S	E	O	U	A

Solution fléché • N°09 •

F	O	M	Q	V	B	U
F	U	R	I	E	U	S
E	R	S	E	T	A	T
E	T	R	E	I	O	N
P	A	R	V	I	S	S
T	E	E	S	E	S	S
A	L	I	E	N	T	A
T	A	N	O	N	A	G
A	I	E	F	E	U	N
P	U	B	N	L	T	U
E	U	H	A	R	U	M

HOROSCOPE

BÉLIER

Vos états d'âme vous entraînent à ressasser vos soucis. C'est en prenant du recul que vous trouverez des solutions. Une baisse d'énergie s'annonce. Le moment est venu de lever le pied et de prendre du temps pour vous relaxer !

TAUREAU

Gaiement buté sur vos positions, vous risquez de provoquer malgré tout un conflit dans votre entourage. Vous avez besoin de recharger vos batteries et de privilégier davantage la qualité de votre sommeil.

GÉMEAUX

Vous vous reposez ou vous prenez des vacances. Si vous le pouvez, ne ratez pas l'opportunité de faire un voyage. Vous sentez votre liberté restreinte par des obligations que vous n'auriez pas dû prendre. Il faut désormais penser un peu plus à vous.

caner

C'est la journée idéale pour pardonner, vous réconcilier avec une personne qui vous est proche. Il y a tant d'animation autour de vous que vous risquez d'y laisser votre énergie, cherchez le calme, mettez-vous à l'écoute de votre corps.

lion

Vous irez plus volontiers vers les personnes qui partagent vos valeurs profondes pour mieux vous en imprégner. Vos objectifs actuels vous incitent à vous surmener moralement. Prenez le temps d'élaborer vos projets et de vous ressourcer.

VIERGE

L'ambiance est dynamique et vous avancez à flux tendu. Vos échanges vous apportent de la sérénité. Ne vous mettez pas en quatre pour les autres à ce point... Vous devez préserver votre intimité pour vous ressourcer.

BALANCE

Votre humeur risque de vous mener à des disputes. Mettez les formes à vos paroles pour éviter ces tendances. Vous n'êtes pas au mieux de votre forme, vous avez besoin de bouger et de vous accorder plus d'heures de sommeil.

SCORPION

La Lune met de l'huile dans les rouages de vos échanges. Vous allez pouvoir résoudre une crise. Vous serez plus actif que d'ordinaire et la forme est omniprésente, tout va bien. C'est dans le calme que vous canalisez le mieux votre énergie.

SAGITTAIRE

Vous allez avoir confiance en vous, ce qui pourrait vous entraîner dans des rapports de force. Tempérez-vous... Votre énergie de fond est renforcée grâce à la qualité de votre sommeil. Vous le sentez positivement, poursuivez en ce sens.

CAPRICORNE

Le printemps arrive dans votre cœur. Laissez vous porter par ce que vous ressentez. Vous aurez plus facilement l'occasion de vous occuper de vous, un brin d'égoïsme en ce sens vous sera favorable, vous avez encore besoin de repos.

VERSEAU

Votre façon d'être direct vous fera résolument gagner des points et vous simplifiera la vie. Vous vous sentez en pleine forme, ne pas disperser votre énergie dans des activités trop diversifiées les unes des autres sera pour vous un challenge.

POISSONS

D'humeur légère, plus détendue, votre optimisme est au rendez-vous... C'est idéal pour apaiser un conflit. Vous allez avoir confiance en vous, trop téméraire, méfiez-vous de tout ce qui glisse, tempérez vos mouvements.



FLÉCHÉS 10x14 • N°09 •

MONNAIE MEXICAINE MONNAIE ESPAGNOLE	CLOISON LIMITE	MÉCRÉANT SOUS LE PIED	SOMMET	CONVENABLE MONNAIE ROUMAINE	COUTUMES MONNAIE DU CAP-VERT																						
			PLANTE PURGATIVE																								
AGENDAS MONNAIE RUSSE																				VOLUMES DE BOIS							
																					OTTOMANS JOUE À MILAN						
VILLE D'ITALIE	HUMOUR MORDANT ÉTAT AMÉRICAIN																				OBTINT AVERSE						
																						CACHÉE	ORGANISATION INTERNATIONALE				
DÉCHIRÉE	SOURCE DE CARBURANT																							VOIX PUISSANTE MONNAIE DU BRÉSIL			
																									PARTICULE PROVINCE IRLANDAISE	LE DERRIÈRE	
INTERJECTION MONNAIE AMÉRICAINNE																									NON BLANCHIE OEUF DE POUX	CARTE À JOUER OBSTACLE	
																									ROYAUME D'ESPAGNE GRUGÉ	MONNAIE AU MAGHREB	
MONNAIE CHINOISE	TRÈS DÉVOUÉES ASSEMBLER																									LE MIDI ÉTAT AMÉRICAIN	
																										COSTUME DE SCÈNE ORIENT	NOTE GRANDE ÉCOLE
PLUTÔT RICHES	SUPPORT DE BALLE CONNU																									TEMPS CHAUD BÉRYLLIUM	LONGUEUR CHINOISE
																											REMUER
MALPOLI																											DÉTESTER

SUDOKU 12

	2	3	4			5	6	
4		1	6				9	2
9					2		3	4
		8					5	1
				2				
6	7					3		
2	3		8			4	1	5
7					4	6		3
	4	5		6	3	7	8	

SOLUTION SUDOKU 42

1	2	8	3	6	4	5	7	9
6	3	5	2	7	9	8	1	4
9	4	7	5	8	1	2	3	6
2	8	9	6	4	3	7	5	1
3	1	4	8	5	7	9	6	2
7	5	6	9	1	2	3	4	8
4	6	2	7	9	5	1	8	3
5	9	1	4	3	8	6	2	7
8	7	3	1	2	6	4	9	5

HEURES DE PRIÈRES

- Fadiar : 06 H : 24MNS
- Souba : 06 H : 39MNS
- Tisbar : 14:15 mn
- Takusan : 16:45 mn
- Timis : 19:45 mn
- Guéwé : 20:15 mn

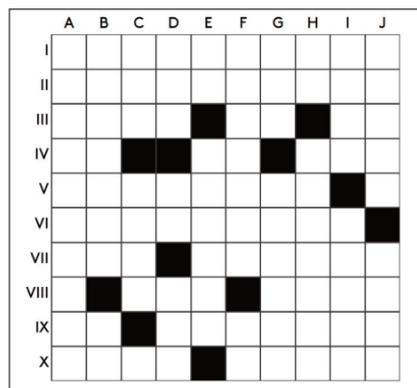
MOTS CROISÉS 69

Horizontal

- I Pierre fine
II Pièces de batterie
III Courant franco-belge - Statut patronal - Versus
IV Individu mollasson - Terme de psy - Fait la bête
V S'intéresse à de drôles d'objets
VI Ville et lac d'Israël
VII Flotte - Ce ne sont pas des anges
VIII Travaux forcés - Cabochard
IX Fut vache - A vécu avant nous
X Touchés en plein cœur - Cavalières

Vertical

- A Canalisation
B Convertit en tissu osseux - Le foot à Marseille
C Indien - Projectile
D Réseau urbain - Article - Secteur de formation
E Monnaie nationale - Bleu aux fourneaux
F Moins vive - Colombie
G Couche - Pieds de vers
H Pronom - Craint
I Plaque de neige - Passe d'un milieu à l'autre
J Points de suspension - Patrie des Sagiens



Numéros utiles

Indicatif Sénégal (de l'étranger)	33 628 10 10	Sonatel	SOS MEDECINS
221	Sénélec (dépannage)	13	33 889 15 15
Renseignements	33 867 31 00	Hotline Orange	SUMA ASSISTANCE
12 12	Sénélec	41 41	33 824 24 18/
Horloge parlante	(délestage BCC)	Commissariat Central	33 824 60 30
15	33 839 94 35	33 823 25 29	POMPIERS
Aéroport :	SDE (dépannage)	33 823 71 49	33 823 03 50
33 869 50 50	800 11 11	Gendarmerie num vert	
		800 20 20	

SOLUTION MOTS CROISÉS 68

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
I	L	A	V	A	N	D	I	E	R	E
II	E	V	A	S	I	O	N	A	N	
III	V	E	L	O	C	I	T	E	T	
IV	I	N	O	E	G	E	R	I	E	
V	T	I	R	S	T	R	O	C	S	
VI	A	R	I	A	S	I	S	E		
VII	T	S	U	A	V	E	B	O		
VIII	I	L	E	T	A	U	T	E	L	
IX	O	I	E	C	I	R	E	R	A	
X	N	E	S	T	O	R	T	G	V	

Rabbanna, atina,
fi dounya, khassanatan,
wa fil akhiraty, khassanatan,
wa hina azabanery

MESSE CHRETIENNE

Cathédrale de Dakar
Martyrs de l'Ouganda
06 h 30) 18 h 30
Saint Joseph de Médina
06 h 30 - 18 h 30



Quelques chantiers des 3J pour la réalisation du projet (3)

3/ RENDRE A LA POLITIQUE SES LETTRES DE NOBLESSE.

Après le DEVELOPPEMENT D'UN FORT SENTIMENT PATRIOTIQUE qui a fait l'objet de notre premier jet, suivi de la RESTAURATION DE L'AUTORITE DE L'ETAT ET DE SES DEMEMBREMENTS, il nous faudra aussi pour la réalisation du PROJET, RENDRE A LA POLITIQUE SES LETTRES DE NOBLESSE.

En effet, la Politique au sens noble du terme est –entre autres définitions- une activité sociale qui permet à des hommes et des femmes ayant DEJA REUSSI DANS LEUR VIE (bon à souligner) sociale, économique, religieuse et autres, de s'adonner dans une compétition saine et codifiée à des actions de séduction du peuple par des propositions de choix de société et obtenir par le vote démocratique, son onction pour avoir le privilège de conduire les destinées de l'Etat et de la société vers des objectifs de développement sur tous les plans et pendant une période convenue d'avance et encadrée par la Loi fondamentale de l'Etat.

A cet égard, la Politique doit être l'affaire des hommes et des femmes ayant déjà fait leurs preuves dans divers domaines d'activités avant de se lancer dans la Politique. Mais au Sénégal, la Politique semble être l'UNIVERSITE DES PERDANTS, des ratés et des gigolos de la République qui y trouvent comme une revanche sur les vicissitudes de leur vie de misérables qui les condamnait à vivre entre déché et insignifiance. On y entre sans aucun diplôme, sans savoir ni avoir ni pouvoir et on obtient Tout cela par la magie des dividendes de l'activité politique. C'est pourquoi, ils trouvent tous dans la politique, une jouissance sadique à monter sur leurs grands chevaux, exhibant leurs crocs et vomissant leur bave sur tout et sur tout le monde. TRISTESSE IMMENSE.

Ainsi, LE SENEGAL EST DEvenu UN PAYS OÙ ON VIT DE POLITIQUE. Ils sont nombreux dans ce pays ceux qui n'ont jamais travaillé dans leur

vie. « POLITIQUE REKK. » .

Les douze ans de BBY au pouvoir auront réussi à dégouter les sénégalais de la politique. Par leurs faits, agissements, comportements et autres attitudes condamnables à tous les égards, nos hommes et femmes politiques ont rabaissé l'action et l'engagement politiques au rang de sinécure et de champs d'invectives et de rivalités presque haineuses plutôt qu'à des débats et confrontations d'idées, de programmes et autres. Adeptes du contournement, de la courte échelle, et du «griotisme» pour parvenir à leurs fins, nombre de sénégalais passent toute leur vie à créer des partis politiques sans aucune structuration ni organigramme et dont les membres se limitent très souvent au fondateur et accessoirement à quelques membres de sa famille biologique proche.

C'est pourquoi, la vox populi toujours en avance sur son temps, les a dénommés « parti cabine téléphonique » pour éventer la honteuse supercherie. Aussi, n'est-il pas étonnant que notre pays compte pour un peu plus de dix-huit millions d'habitants, près de trois cent (300 vous avez bien lu) partis politiques officiellement reconnus. Là où de grands pays comme la France, l'Allemagne, l'Espagne, les USA et autres comptent tout au plus une dizaine de partis politiques bien structurés, organisés et tout et tout. IL FALLAIT LE FAIRE !

Toute cette activité frénétique de création de parti-bidon ou d'adhésion bruyante à des mouvements, structures, partis ou associations sans aucune conviction, trouve sa justification dans l'agitation sociale pour « exister » et trouver là, un moyen de pouvoir négocier sans honte, des postes sinon des strapontins avec le pouvoir en place par des actions d'allégeance reptilienne et avoir « sa part du gâteau ». Ils ne croient en rien si ce n'est qu'en leur ventre et leur bas ventre. Et ce sont souvent les plus bruyants et les plus remuants en termes d'agitations. Ils occupent l'espace médiatique jusqu'à la pollution. Experts en tout et connaisseurs en rien, ils « portent presse » et intimident leur monde par leur verve, leur culot et surtout par leur morgue

pour se faire remarquer et ...remorquer vers là, où l'herbe est plus grasse. On sait TOUT.

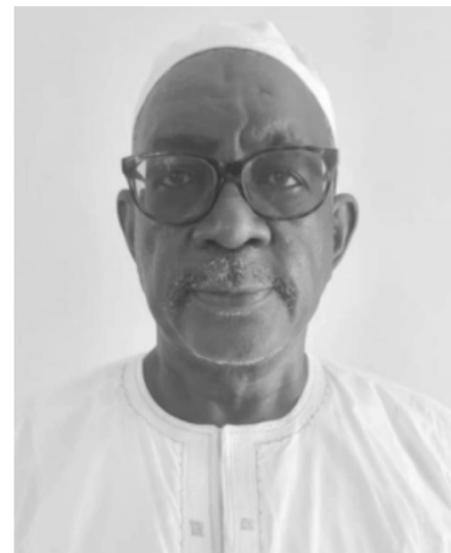
C'est pourquoi, le spectacle éhonté de la transhumance politique ne fait plus rire personne dans ce pays.

Dans le Sénégal d'aujourd'hui, les gens, particulièrement les hommes dits « politiques » que certains surnomment « les politiciens » pour marquer leur dégoût, sont devenus pour la plupart d'entre eux, des manœuvriers sans foi ni loi. De véritables virtuoses du trafic d'influence, du mensonge et de la délation pour arriver à leurs fins. On ment sur tout et de tout: sur son CV, ses diplômes, sa carrière, ses filiations etc.... On dénigre allégrement son semblable pour des desseins mesquins et sans vergogne surtout dans le monde politique.

On y voit des gens capables d'avaler leur vomi sans sourciller, voire avec délectation. Parjures invétérés et adeptes du «wakh wakhète» et de l'aporie qui se haïssent cordialement et se lancent des philippiques et autres joyusetés à longueur de temps. Jamais de rapports civilisés entre eux, rien que des propos acerbes, des pancraces et autres insanités, « dagassantés » rek. Des gens qui acceptent de voir étaler leur vie privée et rester stoïques devant les injures, les calomnies les plus viles sur leur personne, leur famille. Injures proférées par des personnes qui en temps normal et n'eût été la politique, n'auraient jamais osé, même pas regarder dans la même direction que vous, à fortiori vous regarder droit dans les yeux. SHOCKING ! diraient les Anglais.

Cela aussi doit changer pour rendre à la vie politique toutes ses lettres de noblesse. Il s'agira de normaliser la vie politique en exigeant des partis politiques, leurs statuts, R.I, C.R de réunions, Tenue régulière d'assemblée générale et de congrès de renouvellement des instances etc...Et dissoudre sans état d'âme toutes ces coquilles vides qui encombrant inutilement et dangereusement l'espace public de notre pays.

Ensuite et dans le sillage d'une dissolution très prochaine de cette Assemblée Nationale



qui nous aura éhontés douze ans durant, il s'agira de dresser le profil à minima des aspirants aux postes politiques en exigeant quelques aptitudes normalisées comme un certain niveau de formation académique ou professionnelle, un peu de tenue et de retenue dans les actes et postures, de la respectabilité et de la responsabilité en toute occasion et situation...et du savoir vivre nak.

Ainsi, du député au DG en passant par les Maires, les Ministres et autres fonctions électives ou nominatives, il faudra présenter un profil à minima confirmé éventuellement par une enquête de moralité approfondie, pour être éligible afin de nous éviter pour de bon, le spectacle exécrable de cette quatorzième législature avec la fournée de ses « députés » issus de la mangrove sociale qui nous aura tant couvert d'opprobre douze ans durant.

Avec le PROJET et pour le PROJET, CELA AUSSI DOIT CHANGER AVEC LES 3J : JUBB-JUBBEL-JUBENTI. POUR RENDRE A LA POLITIQUE SES LETTRES DE NOBLESSE.

DIEU NOUS GARDE ET GARDE LE SENEGAL . A SUIVRE...

Guimba KONATE
DAKAR
guimba.konate@gmail.com

IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE

« TOOK TEKKI » (RESTER ET ÊTRE UTILE) Par Amadou Bocar Sam.

Le contexte des migrations internationales n'a pas beaucoup changé depuis 2005, lorsque plusieurs jeunes Africains ont tenté, par la voie terrestre qui sépare le Maroc de l'Espagne, de pénétrer dans la forteresse. Cette tentative, qui s'est soldée, comme tout le monde le sait, par plus de 300 morts, avait occupé l'actualité en termes d'indignation et de préoccupation pour l'avenir des droits de la mobilité des personnes. Quelques mois après cette tragédie, cette même jeunesse africaine désespérée, victime en premier chef du mal-développement que connaît l'Afrique, revient occuper l'actualité avec l'arrivée sur les côtes espagnoles des pirogues de fortune (cayucos). Ces tentatives d'accéder à l'Europe à tout prix ne sont que l'expression d'une jeunesse avide d'être utile, actrice et active du développement. En plus, elle ne réclame pas le ciel, mais le droit de pouvoir vivre dignement, si possible chez soi. Mais comme le dit l'adage Haal Pulaar : «

so yaadu yoonti joonde ko ayiiba » (quand arrive l'heure de partir, rester est un déshonneur).

L'été 2006 fut agité et plein de pertes humaines que nous avons explorées pour les victimes et leurs familles, mais également l'occasion de pointer du doigt les causes, sans perdre de vue les enjeux pour les différents acteurs. Pour les dirigeants africains, faute de pouvoir fournir de l'emploi et d'autres alternatives à cette jeunesse, le départ ailleurs est un soulagement pour eux-mêmes, même s'ils versent des larmes de crocodile devant les événements qui, du reste, ont surpris le monde entier par leur envergure et leur forme.

Pour l'Europe vieillissante, cette jeunesse robuste et formée dans certains cas est une solution à la régulation de la demande du marché de travail, surtout dans le cas espagnol dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et autres services. Si l'on se rappelle bien, à l'époque, le gouvernement espagnol, sous la

pression de l'opposition de droite et épinglé par une partie de son électorat hypocritement réfractaire à l'immigration, avait mis en branle sa machine diplomatique pilotée par Miguel Angel Moratinos pour mettre la problématique migratoire du Sud dans l'agenda européen, en convainquant ses partenaires réticents comme l'Angleterre et la France qui avaient une perception différente.

En effet, cette réussite diplomatique se solde par la conférence de Rabat (2006), qui avait réuni d'une part 27 pays africains sous l'égide du Maroc avec l'absence notée, et peut-être voulue, de l'Algérie qui, du reste, est une pièce dans la zone méditerranéenne, et surtout sur les questions migratoires dans la zone. D'autre part, du côté européen, ont participé 30 délégations de haut niveau en plus de la Commission représentée par le vice-président Frattini, responsable à l'époque de la justice, de la liberté et de la sécurité, et la Commissaire aux Relations Exté-



rieures, Benita Ferrero-Waldner. Parmi les observateurs, on notait la présence du Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en la personne de M. Guterres.

Aussi bien la conférence de Rabat que celles qui ont suivi à Paris (2008) et à Dakar (2011) ont montré que la terminologie migration et dévelop-

pement devenait un instrument pour mener à terme les questions de régulation des flux migratoires en fonction des besoins du « patron », tout en maquillant cela dans le discours de coopération et de respect des droits humains pour calmer les esprits critiques.

Avant, pendant et après les différentes conférences, les chancelleries européennes ont continué leurs actions pour convaincre certains dirigeants africains d'accepter les questions d'expatriation moyennant l'aide au développement censée améliorer en principe les conditions de vie de leurs populations et, dans certains cas, pour lutter contre l'émigration irrégulière, donc une coopération policière plus que autre chose, d'où le travail de contrôle des frontières comme la FRONTEx.

Depuis lors, les tragédies n'ont cessé sur la route Mali, Niger, Algérie, Maroc, etc., en passant par le désert, sauf que parfois cette réalité est passée volontairement sous silence jusqu'à ce qu'il



se produise une situation médiatisée comme cette tentative de débarquement dont certains tentent aujourd'hui de voir seulement l'aspect de frontière, « d'invasion, d'avalanche », mettant de côté les aspects et considérations humaines qui devraient primer avant tout.

Devant cette situation qui a indigné plus d'une personne en son temps, le gouvernement espagnol et sa police se sont noyés dans leurs contradictions sur le traitement de la tragédie de 15 morts. Le traitement responsable avant de pouvoir être vêtu de quoi que ce soit à dessein, comme on veut selon la sensibilité et les besoins de la clientèle électorale.

L'Union Européenne, également cible de notre doigt accusateur, n'a pas manqué froidement, bien entendu, de

tirer les oreilles à l'Espagne pour sa gestion désastreuse de la situation, en voulant nous faire croire qu'elle n'est pas aussi responsable de ce qui se passe à la frontière avec le Maroc.

L'année 2024 est en train de battre le record en termes d'arrivée aux îles Canaries avec environ 39 000 personnes, mais aussi en termes de tragédies pour les familles africaines faute de perspectives du concept « Took Tekki » : possibilité de rester et d'être utile chez soi. Le rapport de l'organisation humanitaire Caminando Fronteras fait état, entre 2018 et 2022, de 11 000 personnes disparues sur les différentes routes (atlantique, désert, etc.). Les politiques migratoires basées sur le contrôle, la gestion (FRONTEX ET ALLIÉS) et non la gouvernance n'abordent pas ces réalités qui laissent des milliers de fa-

milles sans référence ni soutien.

Vivant en Espagne, nous suivons de manière intéressée l'évolution de la situation sans perdre de vue aucun détail sur le traitement au niveau politique, des médias et autres acteurs comme les ONG, associations d'immigrants, etc. Notre première réaction, en tant que partie de la réalité, pour ne pas dire problème, est de manifester notre solidarité aux familles affectées et de présenter nos condoléances les plus attristées aux familles des victimes du naufrage de Mbour et d'ailleurs dans le monde.

Devant ce suivi intéressé de la situation, ma surprise est grande de n'avoir pas entendu la voix des gouvernants africains et des institutions diplomatiques et consulaires sur la question d'une manière holistique pour aborder la question comme une

priorité africaine, car il s'agit de l'avenir de notre continent. Pour le cas du Sénégal en relation au dernier naufrage de Mbour, les déclarations des leaders politiques ont eu une teinte politicienne et des accusations réciproques. L'heure est grave et l'union est impérative au-delà des clivages partisans. Oser aborder la question avec patriotisme pour plaider en faveur de rencontres sur les questions migratoires sans exclure personne...

Une fois que nous aurons terminé de pleurer nos morts, je pense que la réflexion et le combat doivent continuer pour que le flambeau du plaidoyer ne s'éteigne pas. Certes, les réactions de solidarité aux victimes et à leurs familles se sont fait entendre au niveau des organisations de la diaspora, mais à mon humble avis, le plaidoyer politique doit aller encore

plus loin en interpellant nos dirigeants par les moyens dont nous disposons, et surtout en établissant des réseaux avec d'autres organisations qui travaillent sur les questions migratoires.

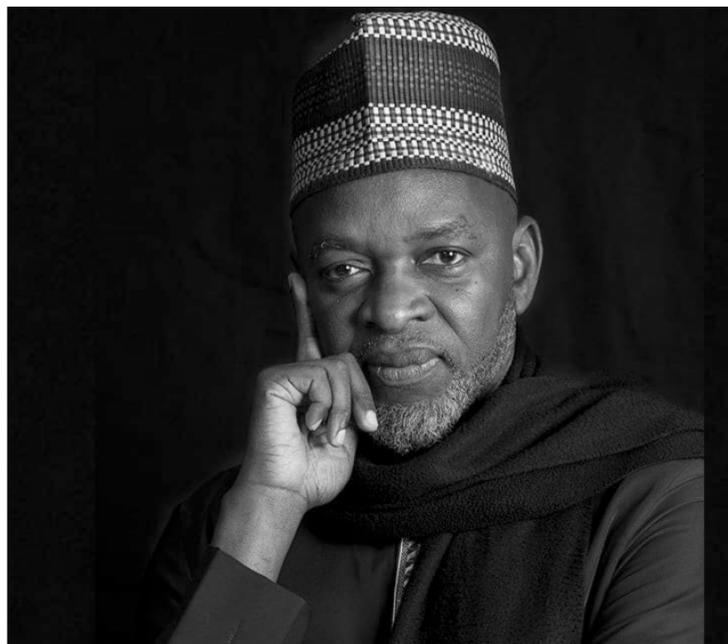
La réflexion est lancée, et je vous invite à faire part de vos observations et suggestions pour avancer dans le cadre de la constitution de structures visant à défendre le droit à la mobilité et le respect des droits humains, aussi bien dans les pays d'origine, de transit que d'accueil.

Amadou Bocar Sam
Membre de la Coordination des Associations Sénégalaises en Catalogne (CASC)

Membre de la Fédération des Associations et Organisations Sociales Sénégalaises en Espagne (FAOSSE).

Critique citoyenne A celui qui atterrit sur des braises...

Ton épouse te doit fidélité, tout comme tu la lui dois, disait mon père. Mais si tu te glisses sur les lits des gens en leur absence, alors le jour où tu surprendras autrui sur ton lit, ferme la porte et garde le silence : c'est ta dette qu'on te rembourse. Et ce n'est que justice. Il disait, le vol est une mauvaise chose, tout comme le mensonge, la délation, le dénigrement, les injures, etc. Autant de dérives morales à éviter, à combattre. Mais un voleur ne doit pas crier au voleur, ni un menteur crier au mensonge, ni un insulteur sermonner un insulteur. Or, aujourd'hui au Sénégal, au grand étonnement de tous, ce sont ceux qui ont piétiné le drapeau et chahuté l'hymne national qui appellent au civisme et à la citoyenneté. Ce sont ceux dont les injures et les dénonciations calomnieuses n'ont épargné personne, réduisant au silence presque tout un Peuple, qui veulent être épargnés maintenant qu'ils occupent la ligne de mire. Ce sont ceux qui ont cultivé l'impolitesse et l'incorrection chez les jeunes qui appellent au respect des institutions. Ce sont les adeptes de la loi du talion qui appellent à la patience, l'acquiescement, la servilité, oublieux qu'ils sont des vérités essentielles : on fonde ce dont on s'occupe, on donne vie à ce que l'on fait, on révèle ce que l'on est : le récipient fait suinter son contenu, le perroquet répète la leçon apprise, le bélier que l'on a engrainé, remercie avec des coups de cornes. D'autant plus que l'obscurité s'est dissipée, que la lumière du jour brille et met à nu tous les défauts, révèle la véritable nature et les intentions cachées. Sous les voiles de la nuit, les insensés ont ri de ceux qui étaient sous l'éclat du jour, se croyant beaux, parce que drapés de ténèbres. Aujourd'hui, le soleil éclaire leur laideur. Aujourd'hui, hélas ! les délices du pouvoir caressent leur cœur, cependant que les partisans réclament leur part du gâteau, cependant que les engagements s'évaporent tels des mirages du désert. Et l'on se rend compte qu'un vœu pieux n'est pas un programme, qu'un slogan ne saurait remplacer une promesse, ni une formule magique transformer le monde. Aujourd'hui, on se rend



compte qu'on n'est pas meilleur que ceux qu'on a voués aux gémonies, qu'on est peut-être même pire. On se rend compte qu'une alternance n'implique pas forcément une rupture, qu'une révolution n'est pas un simple transfert de privilège, et qu'on ne réalise pas le développement en pourrissant les cœurs, en divisant le Peuple. Jamais. Et l'on éprouve la peur de subir ce qu'on a fait subir aux autres, et l'on éprouve des craintes vis-à-vis de la presse, des activistes et des souteneurs insatisfaits. Et l'on accuse et dénonce comme on a l'habitude de faire, oubliant que les rôles sont inversés et que c'est au tour des « critiques » de se mettre à l'ouvrage. C'est au tour des juges d'être jugés. Mais l'ivresse du pouvoir est plus forte que la peur, car grands sont les appétits et les désirs de jouissance. Pauvre Sénégal qui, d'alternance à alternance, piétine, traîne, recule. Pauvres Sénégalais qui ne savent plus la saine compétition et l'adversité fraternelle en vue d'un monde meilleur pour tous. Qui ne savent plus faire équipe en toute humilité, « épauler contre épauler », et s'entendre, et gagner. Qui ne savent plus que la diversité n'exclut pas l'unité, mais constitue un enrichissement. Qui ne savent plus ce qu'est un arbre, ont divisé le baobab en ses parties et s'étonnent qu'il n'y ait plus

d'ombre, plus de fruits, plus de fleurs, mais un tas de bois et de feuilles mortes. Qui ont perdu le goût du bon goût, qui aiment fouiller et renifler les ordures des gens, oubliant que l'homme est un producteur naturel d'ordures et que toutes les ordures puent. Pauvres dirigeants sénégalais qui ont perdu les aptitudes du lion rouge, qui ne savent pas s'oublier et prendre de la hauteur, se faire « soleil sur nos terreurs, soleil sur notre espoir ». Qui ne savent plus « rassembler les poussins à l'abri des milans pour en faire, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, dressé, un même Peuple ». Qui ne savent plus ce que racontent notre hymne national, notre devise et nos couleurs. Ah ! si Senghor avait eu les épaules suffisamment larges, la poitrine suffisamment vaste, pour poursuivre sa collaboration avec Mamadou Dia, et, malgré les différences, tendre la main à Cheikh Anta et aux autres compétences exclues du pouvoir, ah ! s'il était un peu moins fier et avait seulement en vue le bien-être des populations et l'avenir du Sénégal. Si Diouf était allé jusqu'au bout de sa logique d'ouverture sans perdre de vue la réalité des quartiers et les souffrances du Peuple. Si Wade avait su se prémunir des flagorneurs, s'il avait mis la bride à sa famille et s'était fait un peu plus

humble, un peu plus regardant. Si Macky avait eu la grandeur d'oublier ses déboires avec Wade et lui avait tendu la main comme il l'a fait avec Diouf, et avait laissé l'opposition jouer son rôle en toute quiétude... Alors nous n'en serions peut-être pas là : le Sénégal serait mieux loti... Et les Sénégalais peut-être un peu plus éveillés, un peu plus sages, un peu plus travailleurs... Et Sonko peut-être serait un peu plus responsable. Il n'aurait pas « fusillé » Senghor, Diouf et Wade. Il n'oserait pas se comparer à Madiba. Et Diomaye, peut-être, aurait compris le sens de notre règle d'or : « Un peuple, un but, une foi. » Il aurait rangé l'épée dans la paix du fourreau pour faire du travail sa seule arme, et de notre Peuple « un Peuple sans couture », « un Peuple dans sa foi défiant tous les malheurs, les jeunes et les vieux, les hommes et les femmes ». Il ne s'agit pas d'un jeu. Non ! Il ne s'agit pas d'une compétition sportive, d'un défilé de mode ou d'un loisir. Il ne s'agit pas de savoir quelle Première dame est plus coquette, quel Président est plus séduisant, quel ministre plus pimpant, quel député plus chic. Il ne s'agit pas d'être meilleur que Wade, supérieur à Cheikh Anta, plus grand que Mandela... Il ne s'agit pas de singer Sankara. Il s'agit de mobiliser ce Peuple et de sortir ce pays de l'ornière. Il s'agit de montagnes à gravir, de sommets à conquérir... Il s'agit de vaincre l'indiscipline, la tricherie, le laxisme... Il s'agit de vaincre le chômage, la faim, la soif. Il s'agit de vaincre le sous-développement et la pauvreté... Mais d'abord, se vaincre soi-même... Hélas, aujourd'hui plus qu'hier, on place les amis. On récompense les partisans. On ferme les yeux sur leurs écarts. On est allergique aux critiques. On menace les opposants. On emprisonne pour délits d'opinion. On justifie l'injustifiable, etc. Et l'on rêve, peut-être aussi, pas seulement de réduire l'opposition à sa plus simple expression, mais également la presse, les activistes rebelles et tous les insoumis. Pendant ce temps, le débat porte sur le coût du sac à main de la Première dame, comme jadis sur les atours de Marième Faye Sall. On papote sur le coût des voyages prési-

dentiels, sur la sincérité des déclarations de patrimoine et l'origine de certaines richesses, sur les positions souvent contradictoires entre le Pr et le Pm... Et les inondations reprennent. Et augmente l'amertume des ménages. Les jeunes, par vagues, fuient le pays dans des embarcations de fortune, préférant se laisser mourir dans la mer plutôt que vivre au Sénégal. Les marchands ambulants, les tabliers et les mototaxis se révoltent. Et l'indiscipline augmente. Et les accidents de la circulation se font plus meurtriers. Les mensonges, les insultes et autres excès verbaux se multiplient, n'épargnant personne. Même des prêcheurs s'en mêlent, assaisonnant leur prêche de formules interdites. Mais, patience ! Patience, car « à celui qui saute et atterrit sur des braises pieds nus, il reste un autre saut à accomplir, peut-être même plusieurs ».

Dieu veille sur notre pays, sur l'Afrique et le monde.
Abdou Khadre GAYE
Ecrivain, président de l'Emad



LA SOCIÉTÉ
« MY MEDIA GROUPE »
SOCIÉTÉ EDITRICE
DU QUOTIDIEN
« DAKAR TIMES »

ADRESSE : Derklé Cité Marines n°37
CONTACTS : 00221-33 864 55 25
EMAIL : courrierdkat@gmail.com
SITE : www.dakartimesnews.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Mamadou Mouth BANE
DIRECTEUR DE LA REDACTION
Amadou KA

MONTAGE
B. BASS - EL KANE
IMPRESSION ET DISTRIBUTION
Graphik Solution
graphiksolution.sn@gmail.com

UFOA-A U20/ GAMBIE – SENEGAL (2-2)

Les Lionceaux évitent la piqure des Scorpions

L'équipe du Sénégal des moins de 20 ans sera bien au rendez-vous des demi-finales du tournoi zonale UFOA A de la catégorie. Après une entrée en matière réussie face au Mali, les Lionceaux ont eu droit hier, à un derby digne de ce nom avant de s'arracher pour décrocher le nul (2-2).

L'objectif avant le coup d'envoi de ce match pour Serigne Saliou Dia et sa troupe, était sans doute d'enchaîner une seconde victoire et décrocher tranquillement une qualification en demi-finale du tournoi de l'Union des Fédérations Ouest Africaine (zone A), qualificatif à la CAN (Coupe d'Afrique des Nations) des moins de 20 ans. Mais la tâche était plus compliquée que cer-

tains pouvaient l'imaginer.

Au coup d'envoi de ce match, le technicien sénégalais a voulu se conformer à l'adage qui dit qu'on ne change pas une équipe qui gagne. Serigne Saliou Dia a ainsi misé sur le même onze qui avait démarré contre le Mali (2-0) il y a quelques jours. Ce choix semblait gagnant d'entrée puisque ce sont les champions d'Afrique 2022 qui ont d'abord trouvé la faille en ouvrant la marque juste avant la pause sur coup de pied arrêté. Le centre de Cheikh Tidiane Thiam dévié par Yaya Diémé a fini par tromper le portier des jeunes Scorpions (1-0, 42e mn). Le Sénégal va retourner dans les vestiaires avec cet avantage au score malgré un premier acte assez équilibré avec des occasions de part et d'autre.

A la reprise, les gambiens ont voulu rectifier le tir. Très vite, ils sont allés à

l'assaut du but sénégalais et se verront récompenser après seulement sept minutes de jeu dans la seconde période (1-1, 52 minute). Sans vouloir s'en contenter, les Scorpions ont poussé pour renverser le match en l'espace de six minutes (1-2, 58e mn). Désormais dos au mur, les Lionceaux doivent désormais s'employer pour éviter un revers face leurs voisins. Pousser dans ses derniers retranchements, les partenaires de Mamadou Gning ont fait montre d'un sursaut d'orgueil pour remettre les pendules à l'heure par l'intermédiaire d'Abdourahmane Dia. Sorti du banc, l'attaquant de Darou Salam qui a permis aux siens de revenir à la marque (2-2, 75e mn) signe ainsi son deuxième but dans cette compétition.

Ce partage de points entre sénégalais et gambiens est loin d'être un mauvais résultat pour les champions



d'Afrique de cette catégorie. En effet, avec quatre points au compteur, les Lionceaux se hissent dans le dernier carré, grâce notamment au retrait de la Mauritanie qui fait que la poule B se retrouve avec trois sélections. Pour

rappel, le vainqueur de ce tournoi, va représenter la zone UFOA A à la prochaine CAN des moins de 20 ans. Encore deux victoires, et le Sénégal pourra aller défendre son titre.

Jacques Victor GOMIS

CLASSEMENT FIFA DE SEPTEMBRE

Les Lions éjectés du Top 20

Les Lions du Sénégal perdent du terrain. Mis en difficulté dans les éliminatoires de la CAN (Coupe d'Afrique des Nations) 2025 et même pour les éliminatoires du mondial 2026, l'équipe d'Aliou Cissé vient d'être éjectée du top 20 mondial dans le nouveau classement FIFA mis en jour hier. A l'opposé, les autres cadors africains font de grands bons à l'instar de la Côte d'Ivoire et de l'Algérie.

Pour la première fois depuis l'édition de juillet, la FIFA a communiqué son classement de septembre des équipes nationales. Si le podium mondial reste inchangé avec l'Argentine comme meilleure nation devant la France et l'Espagne, le top 20 africain connaît des modifications suite aux deux premières journées

des éliminatoires de la CAN 2025.

Auteure d'un sans-faute il y a quelques semaines en ouverture des qualifications, la Tunisie double le Nigeria pour occuper la cinquième place continentale à la faveur d'un bond de cinq places au classement mondial. Les Nigériens, qui font du surplace à l'échelle planétaire, chutent donc au sixième rang.

Devant, c'est statu quo dans le top 4 africain dominé par le Maroc qui garde sa 14e place mondiale. La sortie du Top 20 mondial (-2 places) ne dessert pas vraiment le Sénégal du point de vue africain. Néanmoins, les Lions sont dans le viseur de l'Egypte et de la Côte d'Ivoire, qui bondissent de cinq places mondiales. Un peu plus bas dans le top 10, l'Algérie reprend des couleurs (+5) malgré le fait qu'elle doive patienter avant de doubler ses devanciers.

L'Algérie, la Tunisie, la Côte d'Ivoire et l'Egypte sprintent

En grattant deux places sur la scène mondiale, la RDC de Sébastien Desabre remonte au 10e rang africain et coiffe au poteau l'Afrique du Sud qui régresse, elle, de deux rangs au niveau mondial. Après avoir pris un seul point lors des deux premières journées des qualifications à la CAN 2025, le Ghana signe la dégringolade la plus vertigineuse en perdant cinq places mondiales. Conséquence, les Black Stars chutent au 14e rang sur l'échiquier africain et se font dépasser par le Burkina Faso (+4 mondial) et le Cap-Vert, bien que celui-ci stagne.

La Guinée Équatoriale se voit éjectée du top 20 africain au profit de l'Ouganda qui fait son entrée à la 19e place africaine (+5). L'Angola grappille un rang sur le continent grâce à une ascension de cinq places.

J V GOMIS (avec Afrik-Foot)

LIGUE DES CHAMPIONS

Lamine Camara et Monaco s'offrent le Barça, Sima porte Brest

Pour la dernière soirée de la première journée de la saison régulière de la Ligue des champions, hier, les internationaux sénégalais se sont illustrés en réalisant des performances intéressantes. Opposé au FC Barcelone, Lamine Camara et l'AS Monaco ont remporté leur entrée en lice au moment où Abdallah Sima a donné la victoire au Stade Brestois devant SK Sturm Graz. Malgré la défaite de l'Etoile Rouge de Belgrade, Chérif Ndiaye a délivré une passe décisive.

Dans ce nouveau format de Ligue des champions, tous les clubs ont disputé leur premier match. Hier, pour l'entrée en lice de l'AS Monaco, Lamine Camara découvrait cette grande compétition. L'adversaire était de taille : le FC Barcelone. Impressionnants en début de saison en championnat espagnol avec cinq victoires en autant de matchs, les catalans, version Hansi Flick, devait envoyer un signal fort à toute l'Europe pour annoncer cette nouvelle ère. Mais tout ne se passe pas comme il le voulait. Seulement 10 minutes de jeu, Eric Garcia voit

rouge après une erreur de relance de Ter Stegen qui oblige le défenseur catalan de faire faute sur Minamino. En supériorité numérique, Lamine Camara et ses coéquipiers prennent l'ascendant sur leur adversaire en ouvrant le score sur un but du français Aklouche (16e). La révolte catalane ne se fait pas par le talentueux Lamine Yamal (28e). Auteur d'un bon match, Lamine Camara cède sa place alors que l'entraîneur monégasque voulait ajouter des joueurs offensifs pour remporter cette partie. Son choix est validé par un but d'Ilenukhena (71e) qui permet à l'AS Monaco de créer l'exploit en s'imposant devant le Barça.

Abdallah Sima en sauveur

En découvrant la Ligue des champions, Brest voulait faire bonne impression face au modeste SK Sturm Graz. Les bretons ouvrent le score par Hugo Magnetti (23e) pour lancer la campagne de cette formation française. Mais les visiteurs reviennent au score sur un but contre son camp d'Edmilson Fernandes (45e +1). Prête à Brest cet été en provenance de Brighton, l'attaquant sénégalais Abdallah Sima sauve Brest en ouvrant son compteur de buts



sur une magnifique retournée pour donner la victoire aux brestois.

Un autre international sénégalais s'est aussi montré sur la scène européenne. En réception de Benfica, l'Etoile Rouge de Belgrade n'a pas fait le poids en s'inclinant devant les portugais (2-1). Chérif Ndiaye n'a pas marqué mais a offert à le but de l'honneur à Milson (1-2).

El Hadji Malick SARR

BREVES... BREVES... BREVES...

CAN Beach Soccer : le Sénégal face à son adversaire favori

Les huit équipes qualifiées à la CAN 2024 de Beach Soccer connaissent désormais leurs prochains adversaires. Respectivement pays hôte et tenant du titre, l'Egypte et le Sénégal étaient les têtes de série du tirage. Les Pharaons héritent d'un groupe particulièrement clément avec le Maroc comme unique véritable challenger sur le papier aux côtés de la Tanzanie et du Ghana qui signent tous les deux leur troisième participation. Les retrouvailles entre les deux équipes nord-africaines s'annoncent prometteuses après le succès des Egyptiens aux dépens des Marocains en demi-finales de l'édition précédente il y a deux ans. Véritable épouvantail du groupe de la mort (B), au regard de son impressionnante série de quatre titres glanés à la suite, le Sénégal aura pour adversaire numéro un le Mozambique, quatrième en 2022 et finaliste de l'avant-dernière édition. Là aussi, cette opposition est placée sous le signe des retrouvailles, voire de la revanche. Car lors de leurs deux dernières confrontations les Lions avaient toujours imposé leur loi, d'abord sur une raclée (4-1) en finale en 2021, puis d'une courte tête en demi-finale, en 2022, en terre mozambicaine. Le Malawi, qui en est à sa deuxième participation, et la Mauritanie, qui découvre, elle, le tournoi, après avoir surpris le Nigeria lors des éliminatoires, complètent la poule.

C1: Platini juge le nouveau format

Une poule unique de 36 équipes, deux matchs supplémentaires lors de la première phase, pas d'aller-retour... Le nouveau format de la Ligue des Champions a ses défenseurs mais aussi ses détracteurs. Mais qu'en pense l'ancien président de l'UEFA, Michel Platini ? "Je pense que c'est une compétition plus politique que liée au football, pour la bonne raison que l'UEFA a voulu changer la compétition pour faire plaisir au club, pour faire plus d'argent aux clubs et qu'ils n'aillent pas sur la Super Ligue. Ce qui n'a rien changé car une partie des clubs ont décidé d'aller quand même en Super Ligue", a jugé la légende de l'équipe de France sur RMC. "Mais c'est à voir, à regarder. On va voir comment c'est. Elle a été créée pour de la politique et de l'argent, mais comme la Ligue des Champions en 1992, c'était aussi pour faire de l'argent. Mais pourquoi pas, ça peut être une bonne compétition", a poursuivi le champion d'Europe 1984.

Real : Ancelotti pense à un nouveau système

Avec l'intégration de l'attaquant Kylian Mbappé (25 ans, 7 matchs et 5 buts toutes compétitions cette saison), le Real Madrid, malgré des résultats totalement corrects, peine à convaincre dans le jeu depuis le début de la saison. Jusqu'à maintenant, l'entraîneur des Merengues Carlo Ancelotti a refusé de revoir son système en 4-3-3. Mais d'après les informations du quotidien Marca ce jeudi, le technicien italien se trouve actuellement en réflexion concernant un éventuel changement tactique. En effet, sur des matchs plus compliqués, par exemple le déplacement sur la pelouse de l'Atletico Madrid en Liga dans 10 jours, l'ancien coach du Paris Saint-Germain envisage un nouveau schéma en 4-4-2 losange afin d'avoir un meilleur équilibre. Si cette hypothèse se confirme, le grand perdant sera bien évidemment Rodrygo...

LE TOP 10 AFRICAIN

1er Maroc (14e mondial)
2e Sénégal (21e) -2
3e Egypte (31e) +5
4e Côte d'Ivoire (33e) +5
5e Tunisie (36e) +5

6e Nigeria (39e) –
7e Algérie (41e) +5
8e Cameroun (53e) -2
9e Mali (54e) -1
10e RDC (58e) +2